

ALLEMAGNE
Friedrich Merz,
chancelier
déjà mal aimé

PAGES 8-9

VIXENS
Dans le rap, les
femmes oubliées
de la fête du clip

PAGES 24-25

MENACES, EMPRISE, PURGES... LES DESSOUS DU SYSTÈME MÉLENCHON

Exclusion de fidèles compagnons de route, promotion de jeunes militants zélés, logique de cour... Le livre événement «la Meute» dissèque la mécanique mise en place par le leader insoumis pour assurer les moyens de sa domination sur son camp et dégager la voie en vue d'une quatrième candidature à la présidentielle. **PAGES 2-5**

Jean-Luc Mélenchon le 30 juin 2024, à Paris, lors du scrutin européen PHOTO THOMAS PADILLA, AP



EDITORIALPar
PAUL QUINIO**Verrouillé**

Que donnerait le «système» mis en place par Jean-Luc Mélenchon et sa garde rapprochée au sein de LFI, décrit par le menu dans le livre enquête *la Meute*, si le leader arrivait au pouvoir en 2027? C'est la question qui s'est imposée à nous en relevant l'ouvrage de Charlotte Belaïch, journaliste chargée du suivi de la gauche à *Libé*, et d'Olivier Pérou, du *Monde*. *La Meute* raconte comment l'ex-ministre a verrouillé de l'intérieur le mouvement qu'il a fondé. Le public a pu, au fil des années, être informé de ses accès de violence, de son goût pour les purges, de son peu de goût à l'inverse pour la démocratie interne et les débats collectifs sur la stratégie à suivre. Mais le livre de nos confrères démontre, en s'appuyant sur d'innombrables exemples et témoignages de proches, anciens ou actuels, de militants, anciens ou actuels, qu'il ne s'agit pas de faits isolés qui peuvent s'expliquer par la violence du combat politique ou par les rivalités qui sévissent dans tous les partis. Non, il s'agit bien d'un mode de fonctionnement assumé, où celui qui émet un désaccord avec le chef est du jour au lendemain blackisé, sorti des boucles de discussion, privé d'une investiture, écarté d'une fonction. Ainsi va la vie à LFI, organisation dédiée au culte du patron, où aucune tête ne doit dépasser, aucun désaccord n'est toléré. Ce système, où la fin justifie tous les moyens, a des avantages. Les bons résultats électoraux sont là pour le dire. La force d'attraction de LFI, portée par l'indéniable talent de Mélenchon, aussi. Est-il, ce mode de fonctionnement autoritaire, en train de prouver ses limites? Les secousses qui ont accompagné la mauvaise gestion de l'affaire Quatennens, les revirements mélenchonistes sur la laïcité, ses ambiguïtés poutiniennes, l'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien, ses dénégations de la percée de l'antisémitisme en France pourraient le laisser penser. Mais *la Meute* décrit aussi un système qui sait se régénérer sans jamais dévier de son objectif unique: le graal présidentiel. D'où la question que le lecteur de *la Meute* devrait aussi se poser pour comprendre les craintes qu'inspire le leader dans une partie de l'électorat, y compris de gauche: que donneraient de telles pratiques si Mélenchon entrerait à l'Elysée? ◀



Le 23 janvier lors d'un meeting à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) avant l'élection municipale anticipée. PHOTO CORENTIN FOHLEN

SYSTÈME MÉLENCHON

«Pour certains, c'est côtoyer Dieu le père»

N'ayant rien abandonné de ses ambitions présidentielles, le chef de file de LFI s'est entouré d'un clan qui lui doit tout et ne doute de rien. Un livre à paraître mercredi décrypte sa mainmise au sein du parti, entre purges, manque de démocratie et «ambiance de courtisans».

Par
CHARLOTTE BELAÏCH

Jean-Luc Mélenchon adore ces histoires: des petits groupes de combattants qui parviennent à gagner, seuls contre tous. «Cent hommes peuvent conquérir un pays», répète-t-il souvent. A l'aube de la création de La France insoumise, il s'est d'ailleurs passionné pour Francisco Pizarro qui, avec une poignée de conquistadors espagnols, mit à genoux la dynastie inca au XVI^e siècle. Plus que jamais, le mouvement ressemble à ces récits. Jean-Luc Mélenchon a peu à peu construit un clan prêt à tout pour l'emmenner au pouvoir. Peu importe l'impopularité grandissante et les polémiques à répétition, l'insoumis se prépare à une quatrième candidature. Comment arrêter? «Je suis un angoissé donc je me suis donné des raisons de vivre, c'est pour ça que mon engagement est total», disait-il à Sciences-Po Paris pendant les dernières élections européennes.

Depuis 2012, de présidentielle en présidentielle, de campagnes réussies en succès électoraux, la perspective d'une victoire est devenue plus tangible. En 2021, lors des obsèques de l'ancien président du conseil général de l'Essonne Michel Berson, le candidat s'est retrouvé face à l'homme avec lequel il a commencé sa vie politique, Claude Germon, ancien maire de



Jean-Luc Mélenchon et Manès Nadel, président de l'Union syndicale lycéenne, à la manifestation du 7 septembre 2024 à Paris. PHOTO CHA GONZALEZ

Massy (Essonne). Ce jour-là, au milieu de leurs embrassades émues, Jean-Luc Mélenchon l'a prévenu : «Tu sais, je vais être élu. Tu viendras me voir à l'Elysée!»

«TOUS DES NULS!»

Ce sera finalement un nouvel échec, si proche du second tour. «Oui, c'est une déception, mais en même temps, comment cacher, aussi, la fierté du travail accompli», lance-t-il sous les acclamations et les pleurs des siens, réunis au Cirque d'hiver, à Paris, le soir du premier tour. C'est pas loin, hein? Faites mieux, merci.» Aujourd'hui, beaucoup s'interrogent : était-ce un encouragement ou un défi que personne, selon lui, n'était capable de relever ? A-t-il seulement envisagé sa succession ? «Y retourner? Vous êtes fous ? soupirait-il face à quelques journalistes à l'automne 2022. J'espère qu'on trouvera autre chose que moi ici là !» Avant d'ajouter : «Je n'ai pas envie de ça mais je suis un homme de circonstances.» Des circonstances qu'il a lui-même créées, éliminant toute potentielle concurrence dans son mouvement, poussant ses partenaires de gauche à la rupture. «Tous des nuls!» grince-t-il.

Il se moque bien des histoires de primaires, des appels de la société civile, ces histoires de «Marie-Chantal», des bonnes femmes qui s'ennuient, comme il les dénigre. Alors que le reste de la gauche hésite, toujours tiraillée par les débats

sur l'union (*lire page 5*), les insoumis avancent sans doute vers 2027. Un groupe de croyants qui ont foi en leur chef.

Beaucoup de militants racontent les scènes de liesse qu'il provoque. A Marseille, où il était élu député jusqu'en 2022, les militants l'attendaient «comme le messie» tous les vendredis soir. «C'est le soleil, et les gens autour se mettent en orbite, image une jeune militante. Il n'a pas de rapports humains normaux, il ne discute pas réellement avec les militants, il joue son rôle de symbole.» Aux siens, il raconte qu'ils sont les

héritiers de la Révolution, des résistants, l'avenir de la nation, capables de changer le pays et pourquoi pas le monde. «Vous êtes pris dans une énergie incroyable, raconte Sophie Camard, son ancienne supérieure à Marseille. C'est galvanisant. Il embarque les gens. Ce n'est pas pour rien qu'il est à ce niveau. Ce qui est intéressant dans LFI, ce n'est pas Mélenchon, c'est l'emprise de Mélenchon : il est capable de faire gober aux gens tout et n'importe quoi. Pour certains, c'est côtoyer Dieu le père. Il y a un véritable système de cour, des jeux d'influence

pour en être le plus proche. C'est ça que j'ai trouvé le plus incroyable, j'étais sidérée.»

«SECTE»

Cette exaltation tranche avec le défaitisme ambiant qui règne à gauche, où les triomphes sont rares. «Sur les 17 [députés insoumis], chacun est capable d'avoir un ministère», claironnait déjà Mélenchon en 2017. «Ils sont tous sûrs d'avoir un destin politique, raconte Mathilde Viot, ancienne collaboratrice de députés et de Mélenchon lui-même. Il agite beaucoup l'héroïsme politi-

que, ça leur monte à la tête.» A LFI, on croit sincèrement à la victoire, même quand tout indique le contraire. Combien de fois a-t-on prédit sa chute ? En 2019, après l'épisode des perquisitions, certains se sont interrogés en silence. Trois ans plus tard, Jean-Luc Mélenchon n'était pas loin du second tour. A force, les militants sont devenus des fidèles. «Moi aussi je suis dans la secte, explique un député historique. Là, j'hésite à partir, mais je vais peut-être le croiser, parler avec lui et retomber dans le truc. C'est pour ça que je l'évite. Il y a toujours une part de moi qui se dit : si ça se trouve, la prochaine fois c'est la bonne, peut-être que c'est lui qui a raison.»

A l'intérieur, les insoumis ont l'impression de détenir une vérité à laquelle les autres n'ont pas accès. Les autres, qui les ont si longtemps méprisés, qui n'ont reconnu leur hé-gémonie qu'une fois écrasés, après la présidentielle de 2022. Alors pourquoi renoncer ? Chez les insoumis, on n'exprime pas d'inquiétudes, puisque les mauvaises nouvelles n'existent pas. On ne s'attarde ni sur les erreurs commises ni sur les mauvais sondages, qui donnent tous l'insoumis largement perdant dans l'optique d'un second tour face à Marine Le Pen. La croyance en Jean-Luc Mélenchon dépasse le réel, qu'on sculpte à sa gloire. Dans le mouvement, on efface d'ailleurs des photos de groupe Suite page 4

**LA MEUTE, ENQUÊTE SUR LA FRANCE
INSOUMISE DE JEAN-LUC MÉLENCHON**
de CHARLOTTE BELAÏCH et OLIVIER PÉROU
Flammarion, 350 pp. A paraître mercredi.

C'est l'histoire d'un vieux et difficile problème, celui de la fin et des moyens. Si l'on se persuade de défendre la bonne cause, est-il permis, pour la faire gagner, d'en trahir provisoirement les idéaux ? L'ouvrage que les journalistes Charlotte Belaïch, chargée de la gauche à Libération, et Olivier Pérou du Monde, ancien de l'Express, consacrent au fonctionnement de La France insoumise oblige le lecteur à se poser la question.

Ce livre défend une thèse de manière convaincante : LFI, qui dit militer pour une société juste, inclusive et radicalement démocratique, n'est pas seulement un parti «vertical» ou «discipliné», c'est un système qui pratique, légitime ou excuse la violence verbale, morale et physique. Au nom d'un projet politique, mais aussi pour sanctionner tout non-alignement sur son leader, Jean-Luc Mélen-

chon. «Même ta mère ou ton père ne peuvent pas te faire faire ça, te faire ramper comme ça», décrit, dans les premières pages, un parlementaire du mouvement, qui emploie le mot de «secte».

On en trouvera, au fil des pages, des dizaines d'illustrations, dont beaucoup n'ont même pas l'excuse de servir un idéal, mais plutôt les affects ou les intérêts de tel ou tel acteur du mouvement. La députée Sophia Chikirou, compagne de Jean-Luc Mélenchon – un fait dont les conséquences portent au-delà de la vie privée –, y tient une place centrale. Mais le personnage principal est bien sûr Mélenchon lui-même, qui a refusé de répondre aux auteurs et dont, selon eux, la vision de la politique et des rapports humains fonde ce système. Un système dont il semble tolérer toutes les dérives, et notamment des manifestations d'antisémitisme dont l'ouvrage donne de nouveaux exemples. Il faudra des trésors de dialectique pour se convaincre que, sur un tel terreau, peut germer un avenir d'émancipation.

DOMINIQUE ALBERTINI

Suite de la page 3 les militants en disgrâce d'un coup de Photoshop. C'est ce qui est arrivé à Julien Poix, conseiller régional des Hauts-de-France, ex-lieutenant d'Adrien Quatennens, devenu un «traître». On lui reproche, notamment, d'avoir publié une photo de lui en compagnie de l'écologiste Marine Tondelier au soir du scrutin régional de 2021. «*La gauche et les écologistes sont de retour pour l'intérêt général!*» se félicitait-il. Un affront pour Quatennens, qui lui écrit: «*Ton premier geste c'est une photo avec les verts. Tu n'as pas de fierté insoumise.*» Comme tant d'autres, il sera aussi exclu des boucles de discussion Telegram qui régissent le mouvement, à défaut d'instances démocratiques et d'espaces de débat.

Jean-Luc Mélenchon l'assume: «*Je dirige comme ça*», a-t-il un jour dit à son ancien camarade socialiste Julien Dray en lui montrant son téléphone. «*Les militants sont mes bras et mes jambes, et moi je suis la tête. Je n'ai besoin de personne pour penser*», a-t-il aussi confié à Sophie Camard. Les militants peuvent venir et repartir. Peu importe, tant qu'il y a du monde pour tracter. Beaucoup racontent d'ailleurs qu'à LFI, on parle finalement assez peu de politique. «*Quand tu demandes aux militants leur position sur un sujet, ils te disent: "Ah attends, j'ai pas vu, c'est quoi la ligne?"*» raconte l'ex-militant marseillais Hervé Street, qui a quitté La France insoumise et le groupe d'action qu'il dirigeait. C'est qu'il n'y a qu'un chef, qui assoit aussi sa domination par des exclusions.

JEUNESSE DÉVOUÉE

Pendant les législatives anticipées, les purges des insoumis sortants Raquel Garrido, Alexis Corbière, Danielle Simonnet, piliers historiques de la mélenchonie et critiques du manque de démocratie interne, ont secoué LFI. Mais en plongeant dans les entrailles du mouvement, il apparaît qu'il ne s'agit pas d'un événement isolé. Au contraire, ces exclusions sont l'un des rouages de la mécanique insoumise, un moyen d'assurer la discipline des troupes. Voilà ce qui arrive à ceux qui remettent en question Jean-Luc Mélenchon ou se risquent à émettre des réserves. Peu importe s'ils ont fait partie des plus proches, s'ils ont été de tous les combats. De l'extérieur, les bannis se sont interrogés: qu'ont-ils laissé faire? Car il y en a eu d'autres avant eux. Alors quand leur tour est venu... Les anciens purgés ont ri. Charlotte Girard, François Cocq, Georges Kuzmanovic, Manon Le Bretton, Hélène Franco... Ils sont nombreux à être partis plus ou moins silencieusement, tous dépeints ensuite comme des «traîtres». En quittant le mouvement, on quitte aussi une communauté car les amis d'hier préfèrent se tenir loin des parias.

Les anciens cadres écartés, restent de jeunes lieutenants. On observe depuis longtemps cette règle dans les mouvements d'extrême gauche: tuer les compagnons de route pour



Le 17 juin à Montreuil (Seine-Saint-Denis). François Ruffin, Alexis Corbière et Raquel Garrido ont tous trois été écartés de LFI. PHOTO ALBERT FACELLY

les remplacer par une jeunesse plus dévouée, sans mémoire. C'est d'ailleurs l'une des 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste fixées par Lénine, qui conseille d'opérer des «épurations» régulières. «*Le parti se renforce en s'épurant*», dit-on. Pour les trentenaires qui composent aujourd'hui la direction de LFI, la vie politique a souvent commencé avec Jean-Luc Mélenchon. Ils le lisent, l'écoutent, l'imitent et l'admirent. Mais sa domination passe aussi par la dépendance. Dans les partis traditionnels, on construit lentement son ascension, on s'ancre dans un territoire tout en menant sa vie professionnelle. A LFI, on est directement propulsé député, parachuté dans des circonscriptions et complètement dépendant de la direction nationale, qui attribue les investitures. Perdre son mandat, c'est aussi perdre son emploi, pour des trentenaires qui n'ont souvent aucune expérience professionnelle au-delà de la politique.

Peu à peu, le mouvement s'est transformé en cour. Lorsqu'il s'installe à table, tout le monde attend de voir qui est appelé à venir à ses côtés. «*Toi, viens t'asseoir là*»,

honore-t-il quand ce n'est pas sa garde rapprochée qui vient chercher l'heureux élu: «*Jean-Luc t'attend.*» «*On te fait comprendre que tu fais partie des gens triés sur le volet*, raconte Manon Le Bretton, ex-cadre du mouvement. «*Il y a une espèce d'ambiance de courtisans autour de lui. A la fin, j'en avais la nausée.*» Selon de nombreux témoignages, Mélenchon maintient aussi une forme de pression en soufflant le chaud et le froid. Il flatte les uns puis ignore les mêmes, valorise et méprise. «*C'est comme dans une relation amoureuse*», analyse Danielle Simonnet. «*Il vous embarque. Et quand, d'un coup, la personne coupe tout lien, c'est terrifiant.*»

«COMPÉTITION»

D'autres comparent le système Mélenchon à une start-up où les lieutenants sont constamment mis en concurrence, doivent se battre, créer leur propre franchise. «*Il a toujours mis les gens en compétition*», affirme son ex-camarade socialiste Gérard Contremoulin, qui le connaît depuis les années 1980. Déjà, à l'époque, «*il fallait exister dans le respect du chef*». Le jeune sénateur socialiste, costume dé-

modé, collier de barbe et raie sur le côté, espèce de vieux politique avant d'en avoir l'âge, était pourtant un quasi-inconnu. A Massy, il régnait sur un petit groupe de lieutenants. «*Le Mélenchon d'aujourd'hui n'est pas vraiment différent du Mélenchon d'hier, mais la place qu'il occupe désormais, qu'il a construite et conquise, lui autorise beaucoup plus de choses qu'auparavant*», analyse la sénatrice socialiste Laurence Rossignol, qui a fait de la politique avec lui pendant des années au PS. «*Il a toujours pensé que la démocratie n'était pas le cœur du sujet.*»

En août 2023, alors que le Parti socialiste est secoué par ses habituelles guerres internes, le député Laurent Baumel se retrouve face à Jean-Luc Mélenchon lors des Amfis, la rentrée insoumise, à Valence. «*Pourquoi vous vous emmerdez avec des mecs comme ça? Pourquoi vous ne les purgez pas comme nous?*» l'interroge alors l'insoumis. «*Parce qu'on a des processus démocratiques*», réplique le socialiste. Mélenchon balaie d'un revers de la main: «*C'est de la connerie, tout ça.*» Peu à peu, en quittant le PS en 2008 pour lancer le Parti de gauche,

avant de créer La France insoumise, le tribun s'est donné les moyens de sa domination. «*Vous savez, les débats sur la démocratie et cetera ont été instrumentalisés depuis cent cinquante ans. C'est un vieux débat, vieux comme le monde*», évacue Manuel Bompard, le coordinateur du mouvement.

IMMENSE GÂCHIS

Beaucoup d'anciens s'interrogent aujourd'hui: qu'est-ce qui les a fait rester si longtemps, accepter autant? La dérive s'est produite sans qu'ils la perçoivent. Un bannissement qu'on tolère, un coup de colère qu'on ignore et qui, peu à peu, ont repoussé les limites. Et puis, l'objectif valait bien une parenthèse démocratique. Pour gagner, et changer la vie, il fallait bien être efficace. Tous parlent aujourd'hui d'un immense gâchis. «*Que restera-t-il de ce qu'ils ont créé?*» se demandent-ils en choeur. Dans le mouvement, ils sont quelques-uns à s'être identifiés et à autoriser à partager leurs inquiétudes entre eux. En privé, ils admettent parfois leur peur de servir de marchepied à l'extrême droite. Mais ils se disent que si la présidentielle



Présidentielle: face à Mélenchon, la gauche se divise sur l'union

Alors que les écologistes tentent de calmer le jeu et croient encore à la possibilité d'une alliance avec les insoumis à la présidentielle, les socialistes, eux, ont déjà fait part de leur refus catégorique.

Malgré sa désunion, la gauche, dans sa grande majorité, est au moins d'accord sur un point : sans alliance, impossible d'espérer l'emporter, ni même se qualifier pour le second tour de la prochaine élection présidentielle. A moins de deux ans du scrutin, les appels à cheminer ensemble se multiplient donc depuis de longues semaines. Dans les médias, les chefs de parti – hormis les insoumis –, interrogés sur la prochaine élection suprême, expliquent tous qu'ils sont favorables à une candidature unique. Ou presque. Car une question divise au sein du (feu) Nouveau Front populaire : la future potentielle union doit-elle comprendre ou non La France insoumise et son leader Jean-Luc Mélenchon ?

A cette question, la secrétaire nationale du parti Les Ecologistes, Marine Tondelier, répond «oui». Ou, du moins, refuse d'exclure a priori le mouvement insoumis des discussions pour 2027. Lors de son discours de réélection le 26 avril à Pantin (Seine-Saint-Denis), elle a appelé le Parti socialiste et LFI à cesser de s'attaquer mutuellement. «Les gauches irréconciliables, ça n'existe pas», a-t-elle insisté. Sur scène, l'ex-collaboratrice de Cécile Duflot a aussi insisté sur le fait qu'elle refusait de choisir entre les socialistes et les insoumis, «comme s'il était possible et même souhaitable de ne travailler qu'avec l'un ou qu'avec l'autre». A la place, Tondelier a promis de rencontrer chacun de ses potentiels partenaires dans les prochaines semaines pour voir ce qu'il était possible de faire ou non. Elle appelle la gauche dans son ensemble à travailler sur un programme commun. Mercredi, l'élu d'opposition à la mairie de Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) en a remis une couche en partageant sur les réseaux sociaux un sondage Harris Interactive montrant que la gauche unie, avec 26 % des voix, se qualifierait au second tour de la présidentielle.

de 2027 est perdue, il faut voir plus loin, préparer l'après. De toute façon, qui peut l'empêcher d'être candidat ?

Jean-Luc Mélenchon et les siens avancent, sourds aux critiques qui se cristallisent à deux ans de la présidentielle. «Ils n'en ont plus rien à foutre de la réalité, c'est une fuite en avant, et à un moment, ça va exploser», se désole l'ex-dirigeant d'un groupe d'action parisien qui compare la dérive du mouvement avec celle du régime soviétique. Pendant la «guerre des étoiles», dans les années 1980, alors que les Américains veulent ruiner l'URSS en l'entraînant dans une dispendieuse course aux armements, certains agents du KGB mettent en garde : il faut ralentir les dépenses. Mais le régime, qui ne veut rien entendre, écarte les lanceurs d'alerte. Ceux qui restent commencent donc à écrire de faux rapports qui confortent le pouvoir, jusqu'au moment où tout s'effondre. «Quand les gens ont peur, ils s'autocensurent et ils finissent par y croire, analyse ce militant. Un jour, Mélenchon va se prendre la réalité en face et va dire : "Mais pourquoi vous m'avez menti ?! Il fallait me dire la vérité!"»

à Raphaël Glucksmann. Le premier secrétaire du parti, qui pendant longtemps prenait soin de ne mettre aucune barrière à l'union de la gauche, notamment pour ne pas être accusé d'être un diviseur, parle désormais de «gauche non-mélenchoniste» pour la présidentielle. Mais parce que Jean-Luc Mélenchon a fait le choix de se préparer pour une nouvelle candidature, précise-t-on dans l'entourage de Faure. «Ça nous arrange», admet un de ses soutiens.

Les communistes font le même pari. «Pour 2027, on est à peu près persuadé qu'il y aura Mélenchon», affirme un proche de Fabien Roussel. Selon lui, un autre candidat de gauche doit émerger face à cette offre : une personnalité représentant le «parti du travail», un thème cher au patron du PCF. Ce qui, toujours d'après la même source, pourrait entraîner un «large rassemblement».

Un sondage Harris Interactive a montré que la gauche unie, avec 26 % des voix, se qualifierait au second tour de la présidentielle.

Les débats sur une intégration de LFI ou non à un processus aboutissant sur une candidature unique de la gauche pourraient, de toute façon, être vains. Les insoumis n'ont, en réalité, aucune intention de se plier à une quelconque primaire – un système honni par Mélenchon – ou d'entamer des discussions qui risqueraient de les contraindre à se ranger derrière un candidat issu d'un autre parti. «Il y aura une candidature insoumiste, ça, c'est sûr», a, ainsi, promis le fondateur de LFI dès le 15 décembre sur M6. En précisant toutefois que son mouvement «[proposera] de la mettre en partage, comme [il l'a] fait dans le passé avec les communistes».

Image. Après avoir manqué le second tour de 420 000 voix en 2022, les insoumis sont persuadés de pouvoir se qualifier la prochaine fois, et même que la victoire est possible. Ils font le pari que les électeurs se tourneront vers leur candidat – sans doute Mélenchon – pour faire barrage à l'extrême droite. Cela, malgré les polémiques à répétition qui ternissent l'image du mouvement aux yeux des Français. Rien d'alarmant selon un cadre : «Si en 2019, au moment des perquisitions, on m'avait dit qu'on ferait 22% trois ans plus tard, je ne l'aurais pas cru. On n'est, aujourd'hui, pas moins bien engagé qu'en 2019 pour 2022.»

SACHA NELKEN

Chaque mardi, la newsletter de «Libération» passe au crible l'extrême droite, du RN aux groupuscules violents



Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



Financement des transports : le vélo doit avoir la place qu'il mérite



François Bayrou en vacances à Bordères, près de Pau, en 2001. PHOTO GILLES BASSIGNAC. GAMMA

Par **EMMA DONADA**
Journaliste au service Economie

C'est vrai qu'à côté des négociations à plusieurs milliards d'euros sur dix ans ou plus pour le rail, les routes et le fret, les quelques centaines de millions d'euros d'investissement par an dont le vélo a besoin

ont dû paraître bien moins conséquents aux organisateurs de la conférence de financement des transports, lancée lundi à Marseille. Mais de là à zapper complètement les financements nécessaires pour le vélo, après avoir déjà gelé le plan vélo en 2024 et accordé 50 millions (un cinquième de ce qui était prévu) en 2025, on peut s'interroger. Les acteurs du secteur des mobilités dites «actives» (celles où on se bouge les fesses sans polluer pour se déplacer) n'ont pu que déplorer l'absence de représentants d'associations concernées dans les quatre ateliers («Serm» pour services express régionaux métropolitains; ferroviaire; routes; fret). «*C'est un scandale*», estime Patrick Guinard, président de la commission cycle de l'Union sport et cycle qui rassemble la filière économique. Interrogé sur cet «oubli», le cabinet des Transports dit ne pas voir le problème: «*Il n'y a pas de sujet, on a eu des échanges avec les associations des usagers du vélo qui sont pleinement associés à la conférence.*»

«*Nous avons reçu une invitation le vendredi pour le lundi*», répond Camille Thomé du Réseau vélo et marche, dont l'association demande une réactivation du plan vélo, avec 500 millions d'euros an-

nuels. La question du développement cyclable devrait certes être essentiellement abordée dans l'atelier «Serm» pour développer l'intermodalité. Mais c'est tout. Pourtant, pas plus tard que la semaine dernière, le rapport d'Emmanuel Barbe sur les violences routières rappelait, entre autres, l'importance de développer une voirie adaptée et des aménagements cyclables. D'après le Réseau vélo et marche, la moitié des trajets domicile travail font moins de 5 km. Dans le même temps, le taux de voiries cyclables moyen par rapport aux voiries potentiellement cyclables n'était que de 3% en 2022.

Alors que la pratique du vélo a connu un bond formidable ces dernières années, les collectivités sont sommées de faire des économies à tout-va. Le ministre des Transports, Philippe Tabarot, a lui-même rappelé que 25% des Français utilisent désormais le vélo au moins une fois par semaine, notamment parce que ses bienfaits pour la santé et l'environnement ne sont plus à démontrer. Autant de raisons d'accorder au vélo toute la place qu'il mérite dans cette conférence de financement, censée déterminer les investissements à réaliser à horizon 2040. ◆

Avec son fantasme de référendum, Bayrou cumule l'enfumage et le contournement

Par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**
Chroniqueur politique

Une idée inédite mais surtout un fantasme au service de son seul intérêt. En affirmant dimanche dans *le JDD* que la question de la réduction des finances publiques «est assez grave, lourde de conséquences pour l'avenir de la nation, pour qu'elle s'adresse directement aux citoyens», François Bayrou a surpris son monde. Avoir recours à un référendum, car c'est bien de cela qu'il s'agit, pour faire adopter les coupes drastiques qui s'annoncent dans le budget 2026, voilà qui n'a, au fond, aucun sens. L'ensemble des forces politiques l'ont souligné avec des mots souvent durs mais mérités. Comme Bayrou l'a précisé lui-même, la

tenue d'un référendum ne dépend pas de lui mais du chef de l'Etat, c'est l'article 11 de la Constitution et l'Elysée est loin d'avoir embrayé après sa proposition. Comme Bayrou fait mine de l'ignorer, l'adoption du budget est le cœur du pouvoir parlementaire (article 47 de la Constitution) même si les derniers exercices ont été adoptés sans vote via le recours au 49.3 et donc un contournement du Parlement. Comme Bayrou le sait pertinemment, demander l'avis des Français sur des économies massives dans les dépenses publiques, c'est la quasi-assurance de récolter un «non» massif. En outre, il n'est même pas certain qu'un tel questionnement rentre dans le champ constitutionnel du référendum. Bref, ce projet est mort-né et Bayrou le sait. Alors

pourquoi sortir cet artifice du chapeau? On a bien compris que la boussole de François Bayrou est d'abord de durer à Matignon. Question d'ego et d'accomplissement pour celui qui a toujours rêvé d'occuper les plus hautes fonctions sans jamais y parvenir jusque-là. Premier ministre le plus impopulaire de la Ve République, il ne brille pas, dans un contexte politique certes compliqué, par la clarté de sa feuille de route. Et son discours de politique générale n'a pas dessiné les contours d'un projet digne de ce nom. Il navigue à vue, godillant péniblement entre les obstacles, tentant de prendre les Français à témoins pour faire pression sur leurs représentants. En mettant sur la table l'hypothèse quasi nulle d'un référendum sur les grandes lignes de la feuille de route budgétaire – dont il a promis de rendre public les principaux arbitrages d'ici à la mi-juillet avec comme objectif de trouver 40 milliards de dépenses en moins – François Bayrou cherche probablement à installer encore un peu plus cette question dans le débat public. Comme lorsqu'il a tenu une grande conférence de diagnostic dont rien n'est sorti. Ce qu'on attend du Premier ministre, ce ne sont pas des tentatives d'enfumage qui ne visent qu'à contourner le Parlement, mais l'ouverture de discussions transparentes avec les principaux groupes politiques

pour tenter de trouver un consensus. Celui-ci n'existe peut-être pas dans l'Assemblée telle qu'elle est, mais voilà la seule démarche légitime. Et si ce budget est une nouvelle fois adopté sans vote, via le recours à l'article 49.3, eh bien le gouvernement s'exposera de nouveau à une motion de censure. Voilà comment fonctionne la Ve République. Toute autre voie n'est qu'une chimère pour occuper l'espace et gagner du temps. C'est d'ailleurs probablement dans cet objectif de durer que le Premier ministre vient de remettre sur la table l'hypothèse d'un scrutin proportionnel pour les prochaines législatives, pour le plus grand plaisir du RN mais aussi des écologistes et des insoumis. Comme si le pouvoir actuel avait la légitimité pour un tel changement et que la classe politique avait fait preuve de la maturité suffisante depuis la dissolution pour en faire bon usage.

Ce qui est certain, c'est que si un référendum devait décider de l'avenir de François Bayrou à Matignon, il n'y a aucun doute sur le fait que les Français le ficheront à la porte. Sa prochaine audition, le 14 mai, par la commission d'enquête sur le scandale Bétharram pourrait d'ailleurs sonner le glas de sa très longue carrière politique s'il devait reconnaître publiquement avoir menti devant l'Assemblée nationale. ◆

EDITOS /

Israël perd son âme

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Le 7 octobre 2023, ce pays conçu à l'origine pour que les Juifs puissent vivre en échappant à l'antisémitisme et aux attaques de toutes sortes a été victime d'un véritable pogrom. Au moins 1200 personnes ont été tuées, tandis que 251 autres étaient prises en otages par le Hamas, organisation palestinienne islamiste devenue une marionnette iranienne, et dont le projet est de chasser les Juifs de ce pays, pour y construire, en lieu et place, un Etat palestinien... La réaction du gouvernement de Nétanyahou a été de chercher à éliminer le Hamas, réaction défensive logique. En réalité, la guerre qui a lieu à Gaza, par son ampleur et sa durée, a largement dépassé cet objectif et a pris la forme d'une punition collective pour les 2,1 millions de Palestiniens (recension de janvier par le Bureau central palestinien des statistiques) qui vivent dans cette enclave, souvent depuis plusieurs générations.

A l'origine, en 1947, un Etat palestinien était prévu à côté d'Israël, mais il n'a jamais vu le jour. Les régimes arabes, qui ont combattu l'Etat d'Israël dès sa naissance, ont abandonné les Palestiniens après plusieurs défaites militaires, il y a déjà longtemps. Les nationalistes palestiniens ont toujours été divisés entre les partisans du terrorisme anti-juifs visant à les chasser et ceux qui, avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), revendiquaient un Etat palestinien composé de Gaza et de la Cisjordanie. Ce territoire qui a toujours été au cœur de toutes les négociations, est en cours de colonisation par les partisans du «Grand Israël» et les ultra-religieux. Ils sont tous animés par la conviction que le moment est venu de passer à l'acte, de profiter du déluge de feu de Tsahal et de l'erreur d'analyse faite par le Hamas en provoquant un pogrom anti-juifs, pour supprimer la question palestinienne. Les mêmes qui ont applaudi à l'assassinat d'Yitzhak Rabin ont depuis accédé au gouvernement, grâce à Nétanyahou qui cherchait une majorité et qui s'est associé aux défenseurs du «Grand Israël» pour rester au pouvoir. Ces derniers jugent les planètes alignées : ils ont l'appui de Donald Trump à Washington, qui veut transformer Gaza en riviera, évidemment sans les Palestiniens, et l'OLP est déliquescente, à l'image de Mahmoud Abbas, toujours à la tête de l'Autorité palestinienne, même s'il a enfin désigné un successeur.

Pendant ce temps, les colons israéliens sont passés à l'action en Cisjordanie, où ils terrorisent les paysans palestiniens, voire plus. Et à Gaza, Tsahal, pilotée par Nétanyahou, pousse les Palestiniens à décamper en rendant la vie sur place impossible. L'attitude des pays arabes qui ne veulent pas les héberger produit le même effet : abandon et désespoir. Le gouvernement israélien reste décidé à poursuivre le Hamas jusqu'à sa disparition totale. Même si Nétanyahou aime les prolongations, il ne doit pas en être loin. Les manifestations anti-Hamas à Gaza, de plus en plus nombreuses malgré les mesures de rétorsions de l'organisation terroriste, en sont la preuve. Mais c'est aussi la destruction quasi totale de l'enclave qui est à l'œuvre. Même les bulldozers, utilisés pour rendre praticable la circulation malgré les 50 millions de tonnes de pierres et de débris, sont devenus des cibles pour les drones et l'aviation israélienne. Selon l'ONU, plus de 14 000 enfants auraient été tués par les bombardements de Tsahal, et quasi autant de femmes. Le système de santé a été détruit délibérément. Et la famine est à l'œuvre, l'aide humanitaire faisant l'objet d'un blocus de la part du gouvernement israélien depuis le 2 mars. «La bande de Gaza est probablement confrontée à la pire crise humanitaire depuis dix-huit mois», estime ainsi l'ONU.

Les camps de prisonniers sudistes pendant la guerre de Sécession aux Etats-Unis au XIX^e siècle, les camps de concentration britanniques lors de la seconde guerre des Boers en Afrique du Sud entre 1899 et 1902 ou les camps espagnols à Cuba où la population était enfermée lors de la révolte cubaine de 1895 avaient utilisé cette même technique interdite par les conventions de Genève : la faim et les maladies. Nétanyahou n'invente rien : il affiche juste un cynisme à toute épreuve. Alors que le Premier ministre israélien ne s'est toujours pas expliqué sur l'échec sécuritaire du 7 octobre 2023, une grande partie des Israéliens vivent plusieurs crises à la fois. La première est constitutionnelle. Ce que Ronen Bar, l'ancien chef du Shin Bet écarté par Nétanyahou, appelle une «atteinte à l'état de droit» dans deux lettres accusatrices

sur l'utilisation personnelle que le Premier ministre voulait faire du service de sécurité intérieure. Ces lettres ont été transmises à la Cour suprême. La deuxième crise est identitaire, comme après la guerre du Kippour, quand Golda Meir fut mise en cause et avait dû démissionner. Le mouvement de démission de l'armée des réservistes, qui ne partagent pas les objectifs du Premier ministre (100 000 d'entre eux auraient cessé de participer à des missions de service) et jugent prioritaires la libération des otages, en témoigne. Cette fronde s'ajoute aux foules qui manifestent le samedi à Tel-Aviv pour la libération des derniers otages et contre le gouvernement. 1000 pilotes et aviateurs de réserve et à la retraite ont aussi lancé, le 10 avril, un appel au gouvernement pour mettre fin à une guerre qui «sert principalement des intérêts politiques et personnels, et non des missions sécuritaires». Ces militaires qui refusent de porter l'uniforme sont considérés par le gouvernement comme des déserteurs. Ils se surnomment d'ailleurs «refuzniks». L'attentat du 7 Octobre poursuit donc son œuvre destructrice au sein de la société israélienne, comme un poison lent. L'absence d'élections ne permet pas un vrai réveil, d'autant plus urgent que le spectre de la guerre civile hante ce qui reste de cette démocratie. ◆

L'attentat
du 7 octobre 2023
poursuit donc
son œuvre
destructrice au sein
de la société,
comme un poison lent.



Lors d'une manifestation contre le gouvernement Nétanyahou, à Tel-Aviv samedi. PHOTO JACK GUEZ. AFP

Par
**CHRISTOPHE
 BOURDOISEAU**
 Correspondant à Berlin

Il sera un grand chancelier par la taille (1,98 m). Mais saura-t-il être un grand chancelier pour l'Allemagne ? Les Allemands en doutent, si l'on en croit les sondages. Investi ce mardi par l'Assemblée fédérale (Bundestag), plus de dix semaines après les élections anticipées du 23 février, Friedrich Merz démarre son mandat dans une ambiance de défiance générale sans précédent. Même son prédécesseur, le très impopulaire Olaf Scholz, avait pu profiter d'une période de grâce.

Deux tiers des sondés estiment qu'il ne sera «pas à la hauteur», que Merz a «trompé les électeurs» sur la politique migratoire et sur la discipline budgétaire dont il avait fait ses grands thèmes de campagne. Il a renoncé aux «contrôles hermétiques» des frontières et aux «refoulements systématiques».

Son futur ministre de l'Intérieur, le conservateur bavarois Alexander Dobrindt, ne parle plus que d'un niveau «rehaussé» des contrôles (déjà en place). Merz a réduit ses ambitions à une politique de «concertation avec ses voisins européens». Mais quelles «concertations» ? Le nouveau chancelier, qui avait promis une «autre politique migratoire», ne le précise pas.

Friedrich Merz s'est servi par ailleurs de l'ancienne Assemblée, désavouée dans les urnes le 23 février, pour changer la Constitution (la nouvelle Assemblée élue n'ayant pas de majorité nécessaire) et mettre fin au tabou de l'endettement. Une manœuvre politique qui lui donne les moyens de moderniser l'armée allemande sans limite de dépenses. «Quoi qu'il en coûte», a-t-il promis.

Mais cette initiative a sérieusement entamé sa crédibilité, jusque dans son propre camp. «Merz a fait une grosse erreur en suscitant de grandes attentes en matière de politique migratoire et de politique économique. Il va devoir apporter la preuve d'un véritable changement de politique», analyse la journaliste Sara Sievert, autrice d'une biographie de Merz.

«Germany is back!»

Pour se racheter auprès des Allemands, il compte sur la politique étrangère. Il a promis que l'Allemagne ne serait plus un «nain politique», comme on le disait au temps de la guerre froide, mais une «puissance moyenne de premier plan». Merz veut ramener l'Allemagne dans le cercle des grandes puissances internationales. «Germany is back!» répète-t-il depuis sa victoire électorale du 23 février.

La faiblesse de Friedrich Merz réside dans son manque d'expérience à l'exécutif. Il n'a jamais dirigé de gouvernement, pas même régional, et a passé près de vingt ans à gérer des fortunes dans les grands cabinets d'audit internationaux avant de revenir en politique. «Il constitue néanmoins une véritable chance pour l'Europe. Il a le profil», estime

ALLEMAGNE

Friedrich Merz, espoir très fragile des Européens

Affaibli par son initiative de mettre fin à l'austérité budgétaire, notamment en faveur de la défense, le nouveau chancelier doit être investi ce mardi par le Bundestag dans une ambiance de défiance générale et de montée de l'extrême droite.

Stefan Meister, expert des questions de défense à l'Institut allemand de politique étrangère.

«C'est l'Europe qui a façonné ma carrière», dit Merz. Avant d'être éjecté du Bundestag par Angela Merkel en 2003 (qui avait pris sa place de leader de l'opposition à l'époque), il a passé quelques années entre Bruxelles et Strasbourg comme député européen. Sur son bureau trône une photo de Konrad Adenauer et de Charles de Gaulle célébrant la réconciliation franco-allemande dans la cathédrale de Reims en 1962. Tout un symbole pour cet Allemand *old school* et souvent qualifié comme un «homme du passé».

La France sera de nouveau l'interlocuteur privilégié de l'Allemagne. Merz sera d'ailleurs à Paris mercredi pour rencontrer Emmanuel Macron et relancer des relations franco-allemandes qui n'ont jamais été aussi mauvaises depuis Adenauer et de Gaulle. Pour le locataire de l'Elysée, ce sera le jour et la nuit après la

période glaciaire d'Olaf Scholz, un chancelier avec qui le courant n'est jamais passé.

Comme Macron, Merz vient du monde de la finance. Ils parlent tous les deux anglais et n'auront pas peur d'aller s'expliquer avec Donald Trump. «Nous allons avoir une Allemagne qui va parler davantage et qui prendra des initiatives», promet Frank Baasner, co-

secrétaire du Forum pour l'avenir franco-allemand.

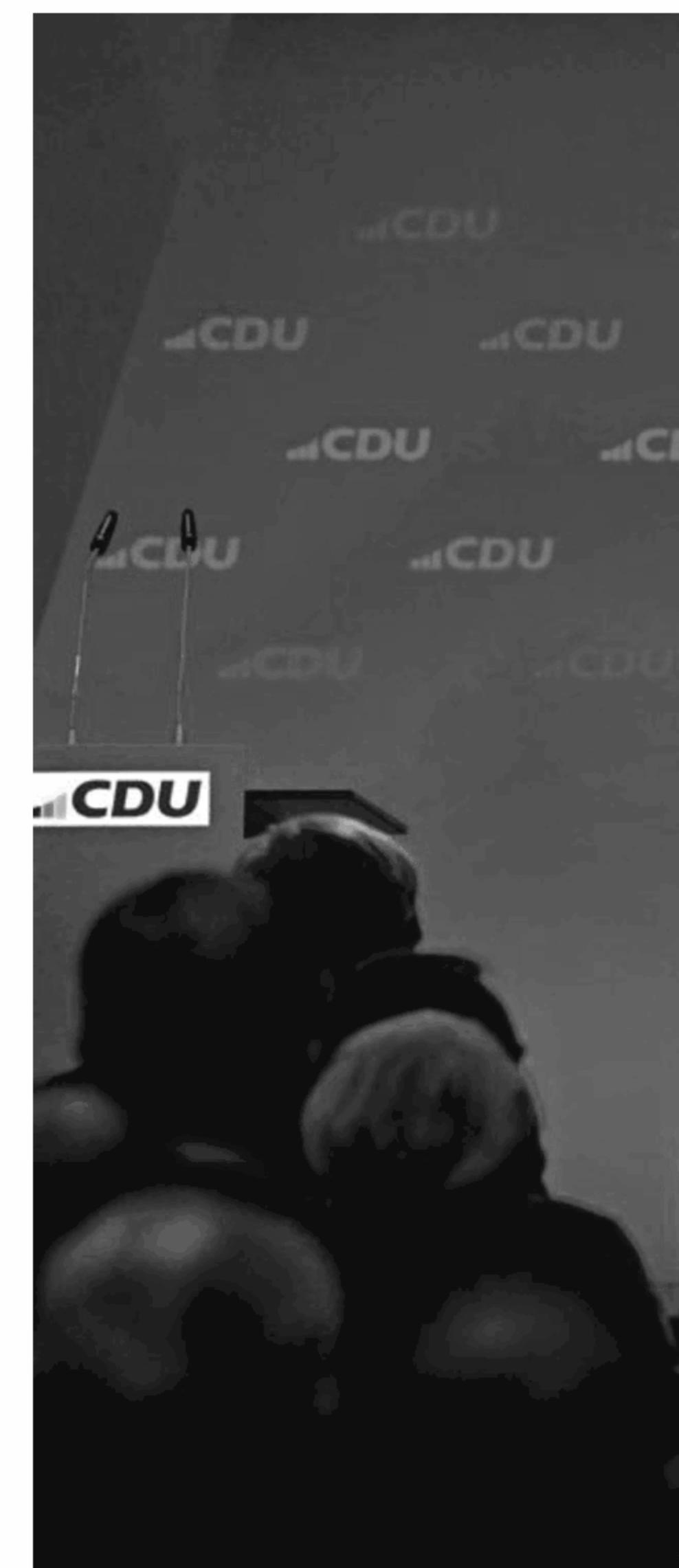
Pour se donner les moyens de ses ambitions internationales, Friedrich Merz a réorganisé la diplomatie allemande en concentrant le maximum de centres de décision à la chancellerie (un chef de gouvernement en Allemagne n'a pas autant de pouvoir qu'un président français). Le prochain chancelier va créer un «conseil national de sécurité» qui réunira les acteurs de la défense et de la sécurité. Par ailleurs, les conservateurs dirigeront de nouveau le ministère des Affaires étrangères après soixante ans d'absence à ce poste.

La menace de l'AfD

Mais Friedrich Merz n'aura pas les mains libres sur la scène internationale. «Il aura sans cesse l'extrême droite dans la nuque», prévoit le chercheur Jacob Ross, spécialiste des relations franco-allemandes. En effet, l'AfD ne cesse de progresser dans les urnes en capitalisant no-

tamment sur la souveraineté. Alors que le débat sur son interdiction a été relancé après la publication, vendredi, du rapport des services du renseignement intérieur classant l'AfD comme une organisation «extrémiste de droite avérée» et anti-démocratique, le parti est passé pour la première fois en tête d'un sondage Ipsos, le 9 avril.

Le maintien du «cordon sanitaire», que Merz a lié à son avenir politique, paraît de plus en plus fragile. Au sein de son propre camp, on doute qu'il ne tienne encore longtemps. Lors de son retour en politique en 2018, Friedrich Merz avait promis de diviser par deux le nombre d'électeurs de l'AfD. Depuis, ils sont deux fois plus nombreux. Au Bundestag, le groupe parlementaire de l'AfD a doublé depuis les dernières élections, faisant de l'extrême droite la deuxième force politique d'Allemagne, la première dans l'est du pays. Une victoire de l'AfD en 2029 paraît, plus que jamais, probable. ♦



Le leader de la CDU et nouveau chancelier allemand,



Friedrich Merz, (à gauche) à Berlin, le 28 avril. PHOTO TOBIAS SCHWARZ. AFP

Officiellement d'extrême droite, l'AfD ravie d'être diabolisée

Publié quelques jours avant l'investiture de Friedrich Merz à la chancellerie, le rapport des services de renseignement, qui qualifie l'organisation «d'extrémiste de droite», réveille de nouveau le débat sur son interdiction.

Faut-il interdire le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD)? La sempiternelle question se pose de nouveau en Allemagne, après que l'Office fédéral de protection de la Constitution, service du renseignement intérieur allemand, a décidé de qualifier l'organisation d'«extrémiste de droite» en conclusion d'un rapport que personne n'a pu lire pour l'instant.

Depuis vendredi, l'AfD est donc officiellement considérée comme un parti agissant «contre les valeurs fondamentales de la Constitution allemande». Les rédacteurs du rapport de 1100 pages ont appuyé leur conclusion sur la base de déclarations faites pendant les campagnes électorales de 2024 et 2025 et à l'Assemblée fédérale. Mais il suffit de se rendre à des meetings ou des réunions d'information pour connaître les positions nationalistes, identitaires et parfois néonazies de l'AfD.

Surveiller. L'appellation «extrémiste de droite» a l'avantage de donner plus de moyens au renseignement intérieur pour surveiller de près le parti et ses dirigeants (écoute, utilisation d'indicateurs, etc.). C'était déjà le cas pour quelques fédérations régionales comme en Thuringe, où l'AfD a été victorieuse lors des

élections de 2024, avec plus de 32% des voix. On ignore pourquoi Nancy Faeser, la ministre fédérale sociale-démocrate (SPD) de l'Intérieur, qui rend son tablier cette semaine, a décidé de lâcher cette bombe quelques jours avant la signature du contrat de coalition entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD), et surtout avant l'investiture de Friedrich Merz ce mardi à la chancellerie. Le rapport était connu depuis plusieurs mois et avait été mis de côté pour ne pas perturber la campagne électorale.

Il est vraisemblable que la ministre ait voulu empêcher qu'on enterrer ce rapport après son départ. Le nouveau gouvernement de Friedrich Merz a tout intérêt à éviter une procédure d'interdiction qui risque de ne pas aboutir. Rien que la relance du débat divise le gouvernement avant même sa prise de

fonction. Les conservateurs sont contre. «L'AfD, c'est un vote de protestation. Or on ne peut pas interdire la protestation», juge Carsten Linnemann, le secrétaire général de la CDU. Leurs alliés sociaux-démocrates, eux, y sont favorables. Lars Klingbeil, président du SPD et futur ministre des Finances, estime que la démarche d'une interdiction est «désormais possible».

Résultat: l'affaire fait le bonheur des responsables de l'AfD, qui voient une nouvelle occasion de se poser en victime et d'accuser «l'establishment» de s'allier «contre le peuple». La direction de l'AfD a annoncé porter plainte contre la décision devant le tribunal administratif de Cologne. L'un des élus les plus radicaux du mouvement, Björn Höcke, président de la fédération de Thuringe, a encouragé les fonctionnaires de l'Office fédéral de protection de la Constitution de «chercher un nouveau job». «Vous passerez tous à la casseroles comme les autres [lorsque l'AfD sera au pouvoir]», a-t-il déclaré sur X, avant d'effacer ce post révélateur des tendances fascistes du parti.

Unique. L'administration Trump, qui avait soutenu l'AfD pendant la campagne, s'est sentie confirmée dans son analyse sur un présumé «manque de liberté d'expression» en Allemagne et une attitude «antidémocratique» à l'encontre de l'AfD, selon les déclarations du vice-président américain en février. Vendredi, J.D. Vance a accusé ni plus ni moins le gouvernement de vouloir reconstruire le «mur de Berlin». Quant au secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, il a qualifié l'Allemagne de «tyrannie». Pour lui, ce n'est pas l'AfD qui est extrémiste mais la «politique migratoire mortelle» de l'Allemagne.

«C'est justement une réponse démocratique», a contre-attaqué le ministère allemand des Affaires étrangères sur X. «Nous avons tiré les leçons de notre histoire, c'est-à-dire qu'il faut stopper l'extrême droite [avant qu'il ne soit trop tard]», ajoute le communiqué. En effet, l'Office fédéral de protection de la Constitution, qui a pour mission, comme son nom l'indique, de surveiller les activités anticonstitutionnelles et de les combattre, est unique dans le monde. Dans leurs conclusions, les rédacteurs (anonymes pour des raisons de sécurité) font clairement référence à l'article 1 de la Constitution allemande : «La dignité humaine est intangible.»

Le futur ministre de l'Intérieur, l'ultraconservateur bavarois Alexander Dobrindt, s'est empressé de rassurer les Allemands sur ses intentions. «Il n'est pas question pour moi de classer le rapport dans une armoire. Il sera analysé très précisément», a-t-il expliqué. Il reste néanmoins défavorable à une procédure d'interdiction qui apporterait, selon lui, de l'eau au moulin de l'AfD et à son narratif de victime. «Il faut la combattre politiquement, pas juridiquement», estime-t-il.

En raison des difficultés procédurales, cet argumentaire est repris par beaucoup de responsables politiques et d'experts. La Constitution allemande est protégée mais elle a aussi mis la barre très haut pour interdire un parti politique. La dernière tentative du gouvernement Schröder, qui souhaitait interdire le parti néonazi NPD au début des années 2000, s'était soldée par un fiasco.

Malgré les manifestations monstrues de la société civile en 2024 et la défense inconditionnelle du «cordon sanitaire», le parti poursuit sa montée en puissance à l'Assemblée. Le nombre des députés AfD a doublé entre 2021 et 2025. L'extrême droite est la deuxième force politique d'Allemagne, avec plus de 20% des voix récoltées lors des législatives anticipées en février, et la première dans l'ex-Allemagne de l'Est, avec plus de 30% des voix.

C.Bou. (à Berlin)

Par

NELLY DIDELOT

Envoyée spéciale à Bucarest

Il y a encore cinq ans, l'extrême droite était à peu près inexistante sur la scène politique roumaine. Un ancien hooligan nationaliste du nom de George Simion venait tout juste de créer l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR) et avait récolté à peine 1% des voix lors des élections européennes. Ce même George Simion vient d'écraser le premier tour de la présidentielle roumaine, avec près de 41% des voix, soit dix points de plus que ce que lui prédisaient les sondages. Son plus proche concurrent, Nicusor Dan, le maire de Bucarest, a réuni 21% des suffrages.

Pour comprendre le succès de Simion, il faut remonter au mois de novembre et à la percée surprise du souverainiste Calin Georgescu lors de la précédente élection présidentielle. Ce complotiste prorusse, au discours mystique, encore largement inconnu à quelques jours du premier tour, s'était imposé avec 23% après une campagne sur TikTok, entraînant une vague pour l'extrême droite aux législatives. Mais face à la manipulation des réseaux sociaux en sa faveur, probablement orchestrée de Moscou, le scrutin a été annulé par la Cour constitutionnelle, et Georgescu a été interdit de concourir lors de la nouvelle présidentielle qui s'est tenue ce week-end.

STRATÉGIE DU SILENCE

Mais cette décision a aussi fait de Georgescu un martyr pour ses soutiens, et pour les nombreux Roumains déjà très méfiants à l'égard du «système» représenté par les partis traditionnels. George Simion l'a bien compris. Toute sa campagne s'est construite autour de la défense de Georgescu, qu'il a promis de faire accéder au pouvoir s'il était élu, via «un référendum, des élections législatives anticipées ou la formation d'une coalition au Parlement qui le nommerait Premier ministre». Le président de AUR, dont le parti siège avec les Polonais du PiS et Fratelli d'Italia au Parlement européen, a tout fait pour afficher sa proximité avec Georgescu. Pour récupérer ses électeurs, il a aussi imité sa stratégie du silence, en boycottant les débats télévisés entre candidats. «Les élections ont eu lieu en novembre, ce qui se déroule aujourd'hui est une mascarade. Je ne vais pas légitimer le coup d'Etat», a-t-il lancé la semaine dernière, en se présentant brièvement à l'un d'eux.

Aussi cynique et dangereuse soit-elle pour la confiance des Roumains envers l'Etat, la stratégie a fonctionné. Alors que Simion a récolté plus de 3,8 millions de voix, c'est-à-dire 400 000 de plus que le total des bulletins attribués à Georgescu et à lui-même en novembre. Ce succès massif, le tribun d'extrême droite le doit aussi à la diaspora. Les millions de Roumains installés à l'étranger se sont massivement tournés vers l'extrême droite, comme ils l'avaient fait lors des scrutins de l'hiver. En Europe de l'Ouest, là où la diaspora est la plus nombreuse, Simion a obtenu des scores quasi soviétiques : près de 75% en Allemagne, en Italie ou en Espagne.

Ce vote a été dopé par une double frustration, nourrie par l'annulation de l'élection de décembre et par le ressentiment des Roumains de l'étranger envers les partis au pouvoir. Ils leur tiennent souvent rigueur de leur exil économique forcé et du manque d'emplois bien payés en Roumanie. «Ces gens installés à l'étranger vivent dans une bulle numérique roumaine, qui se concentre sur tous les problèmes du pays. Entre le succès économique réel de la Roumanie, qui a dépassé la Grèce et la Hongrie en termes de PIB par habitant [en parité de pouvoir d'achat, ndlr], et le pays présenté sur les réseaux sociaux, il existe un fossé énorme», estime Cristian Pirvulescu. •••



ROUMANIE L'extrême droite écrase le premier tour de la présidentielle

Aidé par l'usure des partis au pouvoir, George Simion a su capter les électeurs frustrés par l'annulation du précédent scrutin. Son adversaire, Nicusor Dan, est en difficulté pour le vote du 18 mai.

George Simion s'adresse à ses partisans dimanche soir à la fermeture des bureaux de vote, à Bucarest.
PHOTO ANDREEA ALEXANDRU, AP



George Simion, un hooligan trumpiste rodé aux réseaux

Jeune et charismatique, le président du parti nationaliste et eurosceptique AUR développe une vision passéeiste et populiste grâce à sa maîtrise de la communication politique.

Pour son mariage en août 2022, George Simion avait vu les choses en grand. Toute la Roumanie était invitée pour faire la fête dans un champ de Maciuca en tenue traditionnelle, manger des feuilles de chou farcies et bénir l'union du leader d'extrême droite avec sa jeune fiancée. Ces noces géantes ont concentré tout ce qui fait l'ADN de son parti, l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR). L'idée d'abord, qui est une copie conforme du gigantesque mariage champêtre organisé par le leader des fascistes roumains en 1925. La méthode ensuite, qui mêle populisme, mise en valeur des traditions et du patrimoine (toute la nourriture servie était garantie d'origine roumaine) et maîtrise des réseaux sociaux (la journée a été diffusée en direct sur la page Facebook du parti). Et enfin ses participants, vaste mélange de prêtres orthodoxes, de petits entrepreneurs, de policiers à la retraite et de jeunes qui voient en George Simion, 36 ans à l'époque, 38 aujourd'hui, un porte-parole de leur génération.

Honor et Patria. En ce jour ensoleillé, le politicien s'était fait applaudir aux cris de «*George président !*» La perspective semblait alors improbable. Mais Simion est aujourd'hui en position de devenir le prochain chef d'Etat roumain : il a largement remporté le premier tour de la présidentielle, avec près de 41% des voix, vingt points devant son premier concurrent. Boosté par son soutien irréductible à Calin Georgescu, le président de AUR (dont l'acronyme signifie «or» en roumain) est fidèle à sa ligne nationaliste, conservatrice et eurosceptique. Simion, qui s'est autopréclamé «*président du plus grand nombre*», affirme qu'il veut la paix en Europe, «*exactement comme Donald Trump*», dont il est un admirateur de longue date. Quant à son parti, il a quatre piliers : la nation roumaine, la famille, la liberté et la foi chrétienne. «*Simion est le visage incontournable de AUR*, explique Silvia Marton, maîtresse de conférences à l'université de Bucarest. *Il a arpентé le territoire pendant des années, conscient qu'il faut se faire voir, se faire entendre dans les campagnes.*» George Simion est un homme d'action. Très tôt, son nationalisme exubérant s'exprime aux bords des terrains de foot. C'est un ultra de l'équipe roumaine, cofondateur du groupe Honor et Patria, plusieurs fois mis à l'amende pour son hooliganisme. En 2011, lors d'un match contre la Bosnie, il est pris en photo assis juste à côté d'une grande banderole raciste. Ses accointances dans le milieu lui servent toujours : les ultras de Honor et Patria sont nombreux à s'engager dans la campagne du parti. A partir de 2012, Simion entame une carrière de militant dans les milieux nationalistes. Sa grande cause est le rattachement de la Moldavie à la Roumanie et l'annexion de territoires ukrainiens qui ont un temps fait partie du royaume roumain. Ce passif lui vaut d'ailleurs d'être toujours interdit d'entrée en Moldavie et en Ukraine. «*Il possède un certain charisme, c'est un homme qui veut créer une aura mystique autour de lui, comme l'ont fait les fascistes roumains de l'entre-deux-guerres, relève George Scutaru, du groupe de réflexion New Strategy Center. On ne peut pas dire qu'il soutienne l'Ukraine : il réclame toujours une modification de la frontière avec la Roumanie et il s'est élevé contre le transfert des céréales ukrainiennes via notre pays.*» Pour compléter le tout, le leader de AUR s'est fait remarquer par ses déclarations antisémites, en estimant en 2022 que la Shoah était «*un problème mineur*»

professeur à l'université nationale d'études politiques et d'administration publique.

Pour les partis de la coalition gouvernementale, le vote est un camouflet. Leur candidat commun, Crin Antonescu, désigné pour faire barrage à l'extrême droite, n'accède même pas au second tour, avec 20% des voix. Face à cet échec, le Premier ministre Marcel Ciolacu a démissionné lundi. Son Parti social-démocrate (PSD) a choisi de se retirer de la coalition formée avec les libéraux du PNL et le parti de la minorité hongroise. Ce qui laisse le pays sans gouvernement ni majorité, alors que l'extrême droite contrôle un tiers des sièges au Parlement.

L'ENJEU UKRAINIEN

Celui qui affrontera George Simion au second tour se nomme Nicusor Dan. Mathématicien formé à la Sorbonne et maire de Bucarest, il s'est présenté en indépendant, avec un discours pro-européen et anticorruption. La tâche qu'il devra relever au second tour, le 18 mai, pour battre Simion est immense. Une partie des votes pour Victor Ponta (13%), un ancien Premier ministre social-démocrate, reconvertis en pourfendeur de l'establishment, au discours trumpiste et souverainiste, se reporteront probablement sur Simion. Claudiu Nasui, député du parti réformiste USR, craint en revanche que tous les électeurs de Crin Antonescu ne soutiennent pas Nicusor Dan. «*L'électorat du PSD, qui avait pour consigne de voter Antonescu au premier tour, est très traditionaliste et sensible au populisme. Il risque de préférer Simion à Dan*», estime-t-il. Pour

Adina Marincea, de l'Institut national pour l'étude de l'Holocauste, les dégâts sont déjà bien visibles. «*La rhétorique raciste, antisémite et xénophobe suit une normalisation accélérée. Tout le spectre politique s'inspire déjà de l'extrême droite, et en cas de victoire de Simion, on ne peut que craindre une accélération de ce mouvement*», explique la chercheuse.

L'hypothèse de plus en plus crédible d'une arrivée de Simion à la présidence pose aussi des questions géopolitiques. Le chef de l'Etat roumain a un rôle assez secondaire, mais est influent en matière de politique étrangère et de défense. Or Simion a souvent évoqué la fin de l'aide militaire roumaine à l'Ukraine. La décision pourrait s'avérer désastreuse si Bucarest décidait de ne plus laisser d'armes à destination de Kyiv transiter sur son sol, tant la Roumanie, frontalière de l'Ukraine, est devenue un membre clé de l'Otan sur le flanc est. Mais pour flatter Donald Trump, dont il est un admirateur de longue date, Simion a aussi promis de doubler les dépenses de défense, pour les faire passer à 4% du PIB.

«*Le scénario du pire serait un Simion président et complètement aligné sur la vision trumpiste du monde. Pour l'Union européenne et pour l'Ukraine, ce serait une très mauvaise nouvelle, surtout si le président américain continue à amadouer Vladimir Poutine, estime Claudiu Nasui. Dans le meilleur des cas, si Simion est élu, on peut espérer qu'il suivre une trajectoire à la Giorgia Meloni, dont il s'est rapproché au niveau européen.*» En cas de victoire du nationaliste roumain, on compterait désormais au moins quatre dirigeants d'extrême droite ou prorusses à la table du Conseil européen. ◆

Par

RACHID LAÏRECHE
Photos **FLORENCE BROCHOIRE**

Des photos décorent les murs du long couloir qui mène au salon. Des bouts de vie collés les uns aux autres: vacances au bled, kermesses et naissances. Mounir le prolix propose de l'eau, du café, du thé ou «*autre chose*». Il parle encore et encore en restant debout. Le père de famille (trois adolescents) profite de notre présence pour mettre des mots sur son cas. Une sorte de délivrance. Mounir garde tout pour lui dans son quartier de Creil (Oise), sur les chantiers où il turbine ou au café du centre-ville. A la tombée de la nuit, lorsque les enfants sont plongés dans leurs rêves, il fait le point sur la situation avec son épouse. Un rituel qui consiste à rafraîchir la page du site de la préfecture. «*J'ai fait une demande pour le renouvellement de ma carte de résidence en novembre mais je suis toujours en attente*, dit-il les sourcils froncés. *Je suis en situation irrégulière, à cause des retards de la préfecture, depuis le mois de janvier.*» Il ne trouve plus le sommeil.

Mounir, 51 ans, est un long type à la voix grave. Il est arrivé dans l'Oise au début du siècle après son mariage avec Samira. Les deux se connaissent depuis toujours, où presque. Elle passait tous ses étés en Kabylie, en Algérie, au milieu des montagnes, dans un petit village qui a vu naître Mounir. Une complicité depuis la tendre enfance. Du cache-cache au milieu des oliviers au grand amour. Ça sautait aux yeux. Mounir a fait les choses dans les «*règles*». Il a écrit une lettre à sa dulcinée après un été. Il a passé un coup de fil à sa future belle-mère dans la foulée. «*C'était important pour moi. Je ne voulais pas que ses parents pensent que je ne suis pas intéressé par leur fille mais par la France. J'aurais pu rester vivre en Algérie avec elle, ça ne posait pas de souci.*»

Mounir parle encore et encore en restant debout. Il accompagne ses mots avec des gestes de la main. «*J'ai toujours été en règle*, répète-t-il. *Mon père m'a appris à ne jamais tricher.*» Il pose sur la table un dossier blindé de paperasse (fiches de paie, impôts, livret de famille, etc.) Le quinquagénaire cherche une porte de secours. Il aimerait raconter sa vie à un employé de la préfecture mais les humains n'existent plus vraiment. Tout se fait en ligne. Sa femme le rassure comme elle peut en lui disant que tout sera bientôt comme avant. Mounir flippé à chaque fois qu'il croise une patrouille de police. Il pose des questions aussi. Son employeur peut-il le virer à cause de la situation? Est-ce qu'il pourra partir cet été en vacances en Kabylie? La préfecture peut-elle refuser sa demande de renouvellement?

De nombreux immigrés se retrouvent dans le même cas: du jour au lendemain en situation irrégulière. Des vies chamboulées. Des conséquences terribles: fin de contrats, salaires suspendus, galères de logement, etc. Claude, un étudiant togolais de 24 ans, a traîné avec son bâton durant des mois. Des copains de la fac lui ont prêté un bout de clic-clac. «*J'avais les moyens de payer un petit loyer mais le renouvellement de mon titre de séjour est tombé au même moment que ma recherche d'appartement*, dit-il. *Je pensais que ça allait être une formalité mais ça a pris des mois. J'ai essayé d'expliquer ma situation aux propriétaires mais ils ne comprenaient rien. Les Français ne connaissent pas nos difficultés et nos galères pour avoir des papiers ou des visas parce que tout est plus facile avec un passeport européen.*» Claude a dû attendre quatre mois avant de récupérer sa carte de résidence. Le temps de vivre avec «*la honte de ne pas être comme les autres*».

«NOUS SOMMES IMPUSSANTS»

Les immigrés qui se retrouvent en situation irrégulière frappent à toutes les portes pour mettre fin au cauchemar. Les associations qui viennent en aide aux exilés les voient arriver les bras ballants. Gustave, bénévole à la Cimade, constate: «*Ce sont des immigrés en situation régulière qui n'ont commis aucune infraction et qui se trouvent en situation irrégulière à cause des retards de la préfecture. Ils perdent leurs droits et ils mettent un temps fou à les récupérer.*» Comment les aider? «*Nous sommes impuissants et le plus frustrant reste l'impossibilité de parler à une personne physique à la préfecture. Ils surveillent leur dossier en ligne en attendant un miracle. Des gens perdent leur emploi ou leurs aides et il n'y a aucun guichet pour les recevoir.*» ●●●



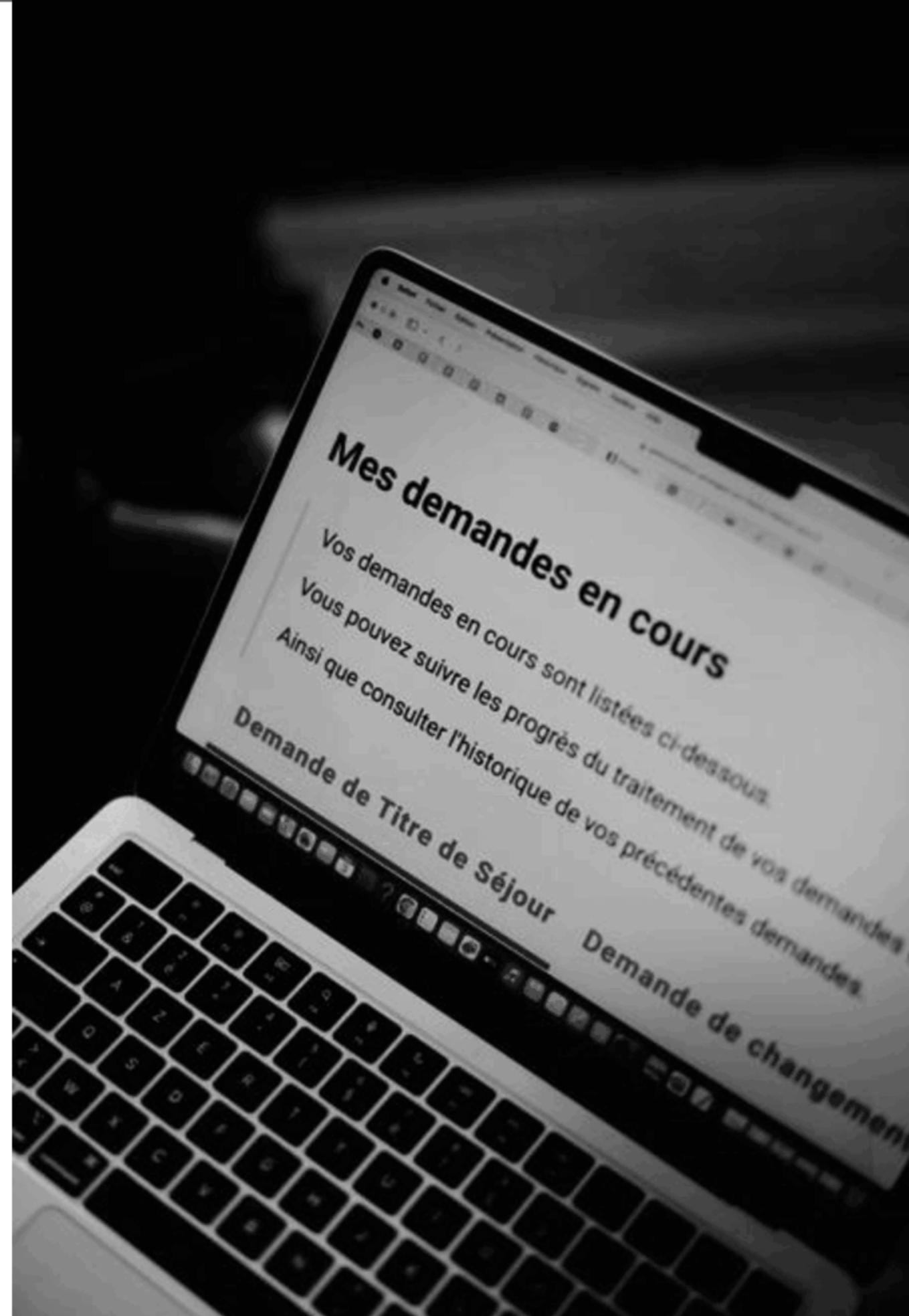
Aïssé vit en Normandie depuis les années 80, a quatre enfants et des petits-enfants.



Des associations

Renouvellement des titres de séjour «D'un coup, je suis devenue clandestine»

Confrontés aux retards de traitement de leurs dossiers dans les préfectures, plusieurs étrangers, parfois installés en France depuis des décennies, passés soudainement d'une situation régulière à irrégulière, racontent les conséquences de ces défaillances: peur des contrôles policiers, perte d'emploi, voyages rendus impossibles et angoisses permanentes.



Les démarches sont en grande partie numériques, il est dur de trouver un guichet.

dénoncent des «maltraitances administratives».

●●● Certaines préfectures sont plus touchées que d'autres, comme en région parisienne. Dans le Val-de-Marne, par exemple, les associations organisent fréquemment des manifestations devant la préfecture de Créteil pour dénoncer les retards et leurs conséquences sur la vie des immigrés. Le prochain rassemblement aura lieu mercredi dans l'après-midi. Le mot d'ordre est simple: «Halte aux maltraitances administratives.»

En Normandie, dans une cité ouvrière, la vie pourrait presque être presque parfaite pour Aïssé (1). Du temps libre, des copines, quatre enfants et des petits-enfants, mais il y a cette histoire de papiers qui gâche le paysage de cette femme de ménage à la retraite. «Nous avons fait la demande de renouvellement de son titre de séjour au début du mois de novembre, comme convenu, mais nous n'avons plus de nouvelles, explique une de ses filles. C'est la première fois que ma mère se retrouve dans cette situation et ce n'est pas la seule. Il y a plein de darons et daronnes qui se retrouvent sans papiers dans le quartier.»

La Sénégalaise a atterri dans le coin au début des années 80. Une immigrée de la période Mitterrand. Elle connaît les moindres recoins de sa cité ouvrière et ses alentours. Sa vie se divise entre son pays de

naissance et la Normandie depuis son départ en retraite. «Je passe de nombreux mois au Sénégal mais je ne peux plus y aller à cause des papiers. Je suis bloquée, dit-elle. J'ai annulé plusieurs fois mes billets depuis novembre alors que je dois me rendre sur place pour voir mes frères et sœurs.» La famille est mobilisée. Ses enfants regardent tous les jours sur le site de la préfecture. La même phrase revient en boucle. «Il n'y a rien de nouveau maman.» Le dossier est en attente de traitement.

LA HONTE DE NE PAS TRAVAILLER

La retraitée sort «comme avant» dans le quartier et dans la ville. Elle grimpe parfois dans le train pour rendre visite à ses marmots qui habitent à Paris, mais un truc a changé. «Je n'ai pas encore rencontré la police mais j'ai peur. D'un coup, je suis devenue clandestine.» Aïssé a un regret. Elle est la seule de la famille à ne pas avoir la nationalité française. Ça ne lui semblait pas important dans le passé mais la politique de naturalisation s'est corse. «Je ne faisais pas la différence entre moi, mes enfants et mon mari qui ont les papiers français. Aujourd'hui, j'aimerais bien devenir française, ça m'éviterait les problèmes et ça devrait être possible. Je suis en Normandie depuis plus de

quarante ans mais en France, tout est devenu compliqué.»

Dans un café aux alentours de la gare du Nord, à Paris, Nordine (1) sirote une menthe à l'eau. Il raconte la même histoire que les autres: une vie normale, une demande de renouvellement de titre de séjour et patatras. Nordine, 46 ans, a perdu son gagne-pain. Il charbonne dans différents secteurs via les boîtes d'intérim. Des chantiers, du rangement dans les rayons des supermarchés et de la sécurité. «J'ai toujours aimé l'intérim. Je peux gérer mon temps et quand tu ne refuses rien, il y a toujours des missions.» Les choses ont changé en janvier après l'expiration de sa carte de résidence. Il pensait que ça allait durer quelques jours. Ça fait quatre mois.

Nordine raconte lui aussi son histoire comme pour justifier sa place dans le pays. Il a quitté le Maroc pour la France en octobre 2006. Un mariage, des enfants, la routine. «Tout allait bien dans ma vie. Depuis les problèmes, je ne reste plus à la maison parce que je ne sais pas quoi dire à mes enfants. C'est la honte de ne pas travailler.» Il commande une nouvelle menthe à l'eau pour noyer ses soucis. La honte, le regard des autres qui pèse une tonne et l'impuissance. Ça ne s'arrête pas là: les finances aussi. Nordine compte ses sous. Le salaire de sa femme-nounou quelques heures par jour – est insuffisant. «J'ai débloqué quelques économies mais je ne peux pas vivre comme ça, dit-il. J'ai aussi demandé de l'aide à des copains qui me trou-

CIRCULAIRE DE RETAILLEAU: UN NOUVEAU COUP DE DUR

Une circulaire consacrée aux naturalisations des étrangers a été diffusée lundi à l'ensemble des préfets par le ministre de l'Intérieur, afin de poursuivre le durcissement de la politique migratoire. Bruno Retailleau leur demande de rejeter les demandes de personnes ayant déjà été en situation irrégulière. Il exige également qu'ils s'assurent d'une maîtrise renforcée du français pour obtenir la naturalisation. L'autonomie du demandeur est aussi soulignée via une «insertion professionnelle» sur cinq ans. Le demandeur devra justifier de «ressources suffisantes et stables» hors prestations sociales. Les préfets sont tenus de lui faire un bilan dans trois mois.

vent des petits boulots non déclarés mais ce n'est pas ce qui va me sortir de la galère.»

Nordine se pose des questions en pagaille. Qui va rembourser les dettes contractées en raison du retard de la préfecture? Pourquoi ne reçoit-il pas un document lui permettant de travailler durant le traitement du dossier? Comment les préfectures ont-elles pu en arriver là? Où sont les humains pour gérer les dossiers et les gens? Est-ce qu'il peut avoir des problèmes si la préfecture le reconnaît dans l'article? Les retards ne font pas le tri entre les riches et les pauvres. Tous les immigrés sont traités de la même façon: peu importe son origine et sa classe sociale. La différence est ailleurs; dans la manière de se défendre.

«DU MAL À SE FAIRE ENTENDRE»

Maria est colombienne. En couple avec un Français depuis dix ans, la trentenaire pose ses valises en France en 2017 en obtenant un passeport talent: un moyen d'obtenir, comme disent les autorités, «une carte de séjour pluriannuelle pour simplifier l'installation des étrangers qui veulent contribuer à l'attractivité économique de la France». La trentenaire trouve un poste dans une «start-up innovante» à la sauce Macron puis dans un cabinet de conseil. Elle se pacse avec son amoureux. Tout roule. Les choses se grippent quatre années plus tard. «J'étais tranquille mais ça s'est compliqué lorsque je voulais passer dans une autre case.» Elle a demandé en 2021 un visa familial. Maria obtient un titre de séjour d'un an qui ne l'autorise pas à travailler. Elle conteste, perd son emploi et se retrouve à justifier son pacs devant une «dame» de la préfecture.

La Colombienne maîtrise la papasse. Elle écrit des courriers aux élus de son lieu de résidence dans les Hauts-de-Seine (le maire et le député), qui prennent le temps de l'écouter et de trouver des solutions. Les choses rentrent dans l'ordre mais pas pour toujours. En novembre, elle fait sa demande de renouvellement de titre de séjour. En janvier, elle se retrouve en situation irrégulière à cause des retards en préfecture. Maria perd ses droits (pépins avec la mutuelle et impossibilité de toucher le chômage). Elle plonge dans une longue période de stress, rédige encore des courriers aux élus; sa belle-mère écrit directement à Brigitte Macron. La Colombienne a des nouvelles après des semaines de tensions. Elle devrait bientôt recevoir sa carte de résidence. Un soulagement qui n'efface pas la colère. Dans un bar du XIII^e arrondissement, sous le regard de son cheri, elle pose comme tous les autres une question: «Je trouve cette situation folle. Je sais monter des dossiers, frapper aux portes, mon conjoint aussi. On a eu du mal à se faire entendre mais on a essayé de défendre nos droits. Comment font les immigrés qui se retrouvent seuls et qui ont du mal à parler ou écrire pour se défendre?»

(1) Les prénoms ont été modifiés.

LIBÉ.FR

En Gironde, un conseiller municipal violemment agressé après avoir voulu interrompre un rodéo urbain

Anthony Rolland explique avoir été pris à partie, samedi en fin d'après-midi à Gauriaguet, au nord-est de Bordeaux, par une quinzaine de jeunes rassemblés avec leurs motos. Une enquête a été ouverte par le parquet de Libourne.



A la frontière entre Israël et la bande de Gaza, lundi. PHOTO MENAHEM KAHANA. AFP

«Chariots de Gédéon»: à Gaza, Israël intensifie son offensive

Après avoir rappelé plusieurs milliers de réservistes, l'Etat hébreu dévoile une nouvelle phase du conflit à Gaza: la conduite d'une guerre d'attrition et une «émigration volontaire» des Palestiniens.

Par
NICOLAS ROUGER
Correspondant à Tel-Aviv

C'est au terme d'une réunion de plus de cinq heures dimanche soir que le cabinet de sécurité israélien a adopté le plan d'intensification des opérations militaires terrestre contre le Hamas dans l'en-

clave palestinienne. Lundi matin, des officiels du gouvernement ont briefé anonymement la presse, expliquant que des renforts de troupes permettront à l'armée de conquérir plus de territoire, toujours pour «vaincre le Hamas et ramener les otages», et cette fois en maintenant sa présence dans ses nouvelles prises. Israël contrôle déjà 70% de l'enclave, et impose depuis deux mois un siège médiéval, bloquant toute entrée de denrées nécessaires à la survie de 2,3 millions de Palestiniens.

Dans l'après-midi, un officier a annoncé que l'opération avait été baptisée «les Chariots de Gédéon», référence cryptique à l'archétype biblique de l'outsider ingénieux testé par le divin et émergent victorieux. Sa victoire

contre un envahisseur se fait après avoir éjecté de son armée les couards et les idiots pour ne garder que 300 troupes d'élites: peut-être une référence au vent de contestation qui souffle dans les rangs des réservistes israéliens. Des dizaines de milliers d'ordres de rappel ont été envoyés dès samedi. Les réservistes iront relever les militaires d'active à la frontière nord et en Cisjordanie. Ce sont ces derniers qui viendront se battre dans l'enclave.

L'officier a précisé qu'une des composantes principales de cette nouvelle offensive sera l'évacuation des Gazaouis du nord vers le sud de la bande. La population serait ainsi «filtrée» au niveau du corridor de Morag, qui passe entre les villes de Rafah et Khan

Younès, dans le sud du territoire, afin de séparer civils et combattants.

Intensification. Selon une nouvelle politique adoptée dimanche soir, mais qui laisse les humanitaires perplexes, l'armée ferait rentrer 60 camions d'aide humanitaire par jour dans ce que la presse israélienne qualifie de futures «zones stériles»: la distribution, qui commencerait par six bulles sécurisées desservant environ 5 000 familles chacune, serait assurée par les employés d'une fondation indépendante, encadrés par des mercenaires américains déjà déployés pendant le cessez-le-feu.

Chaque famille aurait droit à un paquet de rations, distribuées grâce à un système de reconnaissance faciale. Cette

dystopie, déjà dénoncée par tous les acteurs humanitaires présents à Gaza, servirait aussi de plateforme à l'armée israélienne pour encourager «l'émigration volontaire» des Palestiniens. «Nous en parlons déjà de manière positive avec plusieurs Etats africains», se félicitait le mois dernier un employé du ministère israélien de la Défense. Les familles des otages israéliens retenus à Gaza «ont sonné l'alerte rouge», avertisant que «l'intensification des opérations militaires met chaque otage en grand danger». L'armée déclare ne pas vouloir s'aventurer dans des endroits où des otages pourraient être retenus; mais les familles jugent avec raison que leurs proches ne sont pas la priorité du gouvernement.

Au contraire: le vote de dimanche soir est «une décision historique», a ainsi déclaré le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, représentant du mouvement des colonies, durant une conférence du média religieux Besheva. «Il n'y aura pas de retrait des territoires que nous allons prendre, même pas en échange des otages», a insisté le politicien messianique. «Nous devons arrêter d'avoir peur du terme occupation», a-t-il ajouté.

Visite. «Avec cette décision, Israël s'engage dans une guerre d'attrition», regrette Ephraïm Sneh, ancien ministre travailliste plutôt «faucon», et membre avec 500 autres anciens généraux et une centaine de diplomates du Forum des Commandants pour la sécurité d'Israël. «Or la principale leçon du 7 Octobre est que nous avions tort de penser que le conflit pouvait être géré: il doit être résolu.» Pour lui, pour la communauté internationale et les médiateurs, il n'y a qu'une seule solution: «Un accord pour le retour des otages et le remplacement du Hamas par l'Autorité palestinienne. Mais pour cela, il faut un changement politique», assène l'occidentaire.

L'exécutif israélien fait courir le bruit qu'un accord serait encore possible avec le mouvement islamiste, et a annoncé qu'il attendrait la visite de Donald Trump dans le Golfe, prévue pour la mi-mai, avant de lancer son offensive. Mais l'annonce a déjà porté ses fruits: elle a donné au gouvernement une excuse pour reporter la création d'une commission d'enquête indépendante sur les défaillances qui ont mené au désastre du 7 octobre 2023. Et a détourné l'attention de l'anxiété sociale qui grandit et des affaires de Benyamin Nétanyahou, qui s'accroche comme il peut. Il a perdu certains de ses conseillers les plus proches et écarté ses alliés les plus compétents: il se comporte «comme Staline à la fin de son règne: déconnecté de la réalité, paranoïaque, sans amis, entouré par la médiocrité et la flagornerie», disait, la semaine dernière, le politicien d'opposition Yaïr Golan devant un journaliste du quotidien Haaretz. ◈



LIBÉ.FR

Face à l'insécurité depuis le retour de Trump, les démocrates s'arment

Alors que le sentiment d'insécurité grimpe en flèche depuis novembre, les démocrates sont de plus en plus nombreux à se tourner vers les armes pour se protéger. La communauté LGBT se sent particulièrement ciblée. Lire notre reportage sur Libération.fr. PHOTO SALOMÉ KOURDOULI

ÉTATS-UNIS

«Les studios seraient les premières victimes de ces droits de douane!»



JORDAN MINTZER

Correspondant à Paris du Hollywood Reporter

«NOUS VOULONS DES FILMS MADE IN AMERICA», annonçait Donald Trump dimanche sur son réseau Truth Social, assurant imposer prochainement des droits de douane de 100% sur les films produits à l'étranger. En cause, la délocalisation grimpante des tournages, alors que «d'autres pays offrent toutes sortes d'incitations pour attirer nos cinéastes et nos studios loin des Etats-Unis», s'est insurgé le président des Etats-Unis. Décryptage par Jordan Mintzer, correspondant à Paris du *Hollywood Reporter*. **A quel point l'annonce de Donald Trump est sérieuse?** A chaque fois, c'est pareil, on croit qu'il raconte n'importe quoi et ça se traduit d'une manière ou d'une autre par une action politique. Est-ce qu'il compte réellement instaurer des droits de douane sur le cinéma produit à l'étranger? On ignore qui a pu lui souffler cette idée absurde, mais il y a du vrai dans le constat de départ sur Hollywood. L'industrie est dans une phase de récession, l'emploi est en crise, le box-office n'a jamais retrouvé le niveau pré-Covid. Il y a eu la crise sanitaire, la grève, les incendies de LA. La baisse de la production aux Etats-Unis est telle que des techniciens changent de métier. L'industrie a besoin d'aide, c'est vrai, mais la question, c'est quel type d'aide? **L'industrie n'attendrait-elle pas plutôt de nouveaux programmes d'incitation financière à rester aux Etats-Unis, via des subventions, des crédits d'impôts?** Personne ne comprend ce que ça veut dire, taxer des films étrangers. De quoi parle-t-on, des films hollywoodiens tournés à l'étranger? S'il fait ça, les studios seraient les premières victimes de ces droits de douane!

Recueilli par SANDRA ONANA

A lire en intégralité sur Libération.fr

Alcatraz

Donald Trump a annoncé dimanche soir avoir ordonné à son administration de moderniser et de rouvrir la prison emblématique, située sur un îlot rocheux de la baie de San Francisco. Le président américain estime que la remise en fonction de l'établissement, fermé en 1963 et dans lequel les plus grands chefs de la mafia (notamment Al Capone) avaient été emprisonnés, sera un «symbole de loi, d'ordre et de justice». Avec cette annonce, Trump franchit une nouvelle étape dans la lutte contre la criminalité, élément clé de son second mandat. (avec AFP)



JO Amendes et sursis pour les cyberharceleurs de Thomas Jolly

Au lendemain du top départ des JO de Paris 2024, les insultes ont fusé à l'égard du directeur artistique de la cérémonie d'ouverture. Un niveau de violence inouï, sur fond d'homophobie et d'antisémitisme, qui ont poussé Thomas Jolly à déposer plainte, le 31 juillet. Bientôt dix mois plus tard, le tribunal correctionnel de Paris a infligé lundi des peines d'amende et de prison avec sursis à l'encontre de sept personnes poursuivies pour avoir envoyé des messages haineux à l'acteur et metteur en scène. Ces sept personnes devront en outre chacune verser 1 euro de dommages et intérêts au directeur artistique de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. PHOTO ALBERT FACELLY

O

C'est une bonne nouvelle que les employés de Lubrizol n'attendaient plus. Alors que le géant américain avait annoncé en février la suppression de 169 postes à Rouen et Oudalle (Seine-Maritime) avant de réduire début avril ce nombre à 106 maximum après une grève des salariés et des négociations avec les syndicats, il n'y aura finalement pas de suppression de postes. L'entreprise a annoncé lundi sa décision de «mettre un terme au projet de réorganisation des activités», rapporte *Paris-Normandie*. Le plan de sauvegarde de l'emploi est donc enterré. Le site rouennais de Lubrizol avait été victime d'un gigantesque incendie en 2019. La combustion de 1000 tonnes de produits chimiques avait alors causé toux, gênes respiratoires, irritations, maux de gorge, nausées et vomissements dans une partie de la population locale.

Cent millions d'euros pour attirer des scientifiques américains: quel impact?

Quelle est la réelle ambition d'Emmanuel Macron sur la recherche? «Face aux menaces, [...] l'Europe doit devenir un refuge», a lancé le président de la République dans l'amphithéâtre de la Sorbonne face un aréopage impressionnant, lundi. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, était présente avec une quinzaine de ministres français et européens pour assister au lancement de l'initiative Choose Europe for Science (Choisissez l'Europe pour la science), tout comme une vingtaine de présidents d'université français et une quinzaine de leurs homologues européens. Avec une ambition claire: attirer les scientifiques affectés par la politique de l'administration Trump. C'est bien au président américain que Macron fait référence quand, à la tribune, il dénonce le «*diktat qui consisterait à dire qu'un gouvernement*» puisse interdire «*de chercher ceci ou cela*». Depuis son accession au pouvoir, Donald Trump fait dans l'*obscurantisme*, selon le mot de Robert Neel Proctor, historien des sciences à l'université Stanford, connu pour son travail sur l'industrie du tabac et présent à la Sorbonne. Le gouvernement américain a viré des scientifiques, coupé des budgets mais aussi interdit l'emploi de certains mots (genre, climat, diversité, etc.) dans les projets de recherche.

Leadership. Pour accueillir ces chercheurs en danger, le gouvernement français débloque 100 millions d'euros, comme Macron l'annonça depuis la Sorbonne. Dans le sillage de l'université Aix-Marseille, plusieurs universités et organismes de recherche publient des actions à destination des chercheurs empêchés aux Etats-Unis. Avec un bémol: pour obtenir un soutien de l'Etat, les projets devront porter sur l'une des thématiques prioritaires du gouvernement. Les études sur le genre, le décolonialisme ou encore les minorités, bien que très attaquées aux Etats-Unis, en sont exclues. Pour mémoire, le budget annuel pour la recherche et l'enseignement supérieur s'élève à plus de 30 milliards d'euros. De quoi relativiser cet effort

de 100 millions d'euros pris sur l'enveloppe des 54 milliards du grand plan d'investissement France 2030. Par ailleurs, avec un dispositif élyséen demandant à des universités, pour beaucoup en déficit, de financer la moitié de cet effort de solidarité, la mathématicienne Claire Mathieu «craint que son impact réel soit marginal». Malgré l'emphase d'Ursula von der Leyen – «la science est la clé de notre avenir ici en Europe» –, l'Union européenne fait à peine mieux. Ce sont 500 millions d'euros sur trois ans (2025, 2026, 2027) qui sont débloqués. Un montant à comparer aux 95,5 milliards d'euros du programme recherche et innovation de l'UE de 2021 à 2027. «Il faut bien saisir l'ampleur de la catastrophe en cours aux Etats-Unis», commente Claire Mathieu. Si Trump va au bout de son idée, il pourrait supprimer 46 milliards de dollars dans le budget de la science américaine en 2026».

Aussi, si Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen veulent vraiment prendre le leadership scientifique mondial que les Etats-Unis

sont en train d'abandonner, l'effort financier à fournir sera beaucoup plus important.

Liberté. La présidente de la Commission fixe à l'Union européenne l'objectif d'arriver à «3% du PIB pour l'investissement dans la recherche et le développement d'ici à 2030». C'était déjà l'objectif pour 2020 et il ne dépasse pas 2,2%. Pour le moment, cette initiative Choose Europe for Science marque donc une solidarité bienvenue avec une communauté attaquée, mais sans forcément les moyens de ses ambitions. La conséquence la plus positive ne sera peut-être pas financière. En effet, Ursula von der Leyen a aussi affirmé sa volonté d'«inscrire la liberté de la recherche scientifique dans le droit au moyen d'un nouvel acte législatif sur l'espace européen de la recherche». La liberté académique, c'est ce qui permet aux chercheurs d'orienter leurs travaux et leurs cours comme ils le souhaitent, indépendamment des pressions politiques.

OLIVIER MONOD



LIBÉ.FR

**«J'ai péché par idée reçue» :
Darmanin s'excuse trois ans après
le fiasco du Stade de France**

Il aura fallu trois ans et un changement de ministère à Gérald Darmanin pour battre sa coulpe. Le garde des Sceaux, alors ministre de l'Intérieur, a reconnu «un échec» dans la gestion de la sécurité en marge de la finale de la Ligue des champions le 28 mai 2022 qui avait opposé le Real Madrid et Liverpool. PHOTO AFP

A la SNCF, une grève sur fond de revendications pour le partage des bénéfices

Les deux mouvements d'arrêt de travail de cette semaine du 8 Mai mettent en lumière une opposition frontale entre la direction et les représentants des salariés sur l'affectation des bénéfices de l'entreprise.

Par
FRANCK BOUAZIZ
et **JEAN-BAPTISTE CHABRAN**

A près avoir fait monter la sauce pendant de longues semaines pour expliquer que tout mouvement social serait désastreux pour l'image de l'entreprise, la direction de la SNCF est désormais à l'offensive pour annoncer que tout va bien se passer. «Nous sommes loin d'une semaine noire, il n'y aura pas de semaine à l'arrêt, mais une semaine aussi normale que possible», a promis dimanche matin le PDG de SNCF Voyageurs, Christophe Fanichet, en référence aux slogans des deux syndicats mobilisés ces jours-ci: la CGT et SUD rail.

La réalité est un peu plus nuancée. Lundi, en Ile-de-France, le trafic était bien normal sur la ligne A du RER. En revanche, les réseaux B et C n'ont vu circuler qu'un train sur deux. Idem pour les lignes N, U et V du transilien. Pour mardi, la SNCF anticipe des perturbations similaires et prévoit aussi d'avertir l'ensemble de ses clients sur le maintien ou non de leur train pour le pont du 8 mai. «Les circulations seront normales du lundi 5 au jeudi 8 mai sur les TGV», s'était jusque-là contenté de préciser Christophe Fanichet, omettant la situation des TER et Intercités, pourtant aussi concernés et parfois fortement affectés lundi, comme dans le Nord, le Pas-de-Calais ou le Limousin.



A Saint-Clair-du-Rhône (Isère). PHOTO ROMAIN DOUCELIN / SIPA

«Ils sont partis pour invisibiliser le mouvement», constate le secrétaire fédéral de SUD rail, Fabien Villedieu, évoquant la stratégie de la direction de la SNCF. Il faut dire que les syndicats lui en ont laissé la possibilité. Dans cette bataille où l'on retrouve les conducteurs, les contrôleurs et les agents de maintenance, la CGT et SUD ont eu la mauvaise idée de partir chacun de leur côté. Le premier appelant à la grève dès lundi en insistant sur les trois premiers jours de la semaine, quand le second a perlé sa mobilisation, selon les métiers, les 6, 7, 9, 10 et 11 mai.

Part du gâteau. Cette division a forcément dilué l'impact sur le trafic et donc le poids de la mobilisation et ce, malgré le soutien de l'influent mais informel – et donc incapable de déposer le conflit. En 2024, la SNCF

CNA. Ce qui explique en partie que la SNCF s'avance aujourd'hui à dire que «la plupart des trains circuleront» de vendredi à dimanche.

Depuis l'amorce de ce conflit, début avril, une partie des demandes des cheminots ont aussi été satisfaites. Ainsi, leurs plannings de travail seront disponibles six mois à l'avance et les demandes de congés recevront désormais une réponse en moins de huit jours. En revanche, la direction n'a pas cédé d'un pouce sur les augmentations et refontes des primes pour les contrôleurs et les conducteurs. Elle considère que la progression de 2,2% des revenus négociée en fin d'année passée – mais signée seulement par l'Unsa et la CFDT – est pour le moment suffisante.

C'est cependant sur ce point que pourrait se cristalliser le conflit. En 2024, la SNCF

a enregistré un bénéfice de 1,6 milliard d'euros, en hausse de près de 20% sur un an. Or la plus grande partie de ces profits (60% selon la loi, même si l'Etat a ponctionné la totalité l'année dernière) va être absorbée par un fonds de concours dont l'objet est de rénover une partie des 30 000 km de voies ferrées françaises. Les représentants des salariés estiment donc qu'une question se pose sur le partage des profits compte tenu du niveau de rentabilité de la SNCF, qui a dégagé 5,3 milliards d'euros en trois ans.

«Comparée à la Deutsche Bahn (Allemagne), à Trenitalia (Italie) ou à Renfe (Espagne), la SNCF est la seule entreprise ferroviaire publique rentable», fait valoir le meur de SUD, Fabien Villedieu, qui pointe aussi la fréquentation en hausse constante dans les trains de la

compagnie – +6% en 2023 par rapport à 2022, selon les derniers chiffres connus. Normal, donc, selon lui, que les cheminots réclament «leur part du gâteau» dans ces conditions. «Si on ne pose pas la question de la redistribution des bénéfices aux salariés dans les entreprises qui gagnent de l'argent, où va-t-on le faire? On passe notre temps à dire qu'on est nuls et improductifs: il n'empêche, les résultats sont là», ajoute le syndicaliste.

Successeur. Mais la direction de la SNCF, visiblement inflexible et soutenue sur ce point par l'Etat, son unique actionnaire, ne veut pas entendre parler de revalorisations salariales et renvoie aux négociations annuelles obligatoires, prévues à l'automne. Elle rappelle aussi sa volonté de ne pas discuter branche par branche, mais de façon collective.

Outre cette grève, la SNCF se trouve dans une équation complexe. Hormis les obligations d'investissement dans son réseau, elle est confrontée à un problème de gouvernance. Le mandat de son PDG, Jean-Pierre Farandou, s'achève ce mois-ci. Pour autant, aucun successeur n'a encore été désigné, sachant que la procédure impose au gouvernement de consulter le Parlement. Certes, des noms de candidats plus ou moins déclarés au fauteuil de PDG circulent. L'ancien Premier ministre et patron de la RATP, Jean Castex, ou la présidente de Keolis (filiale transports collectifs de la SNCF), Marie-Ange Debon, sont fréquemment évoqués. Qui que soit le lauréat, il retrouvera les questions brûlantes du financement du réseau et de la répartition des bénéfices tout en haut de sa pile de dossiers à traiter. ◆

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395 € HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (SASU) 141 € HT - Société en nom collectif (SNC) 218 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123 € HT. CLOTRÉ des sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

94 VAL-DE-MARNE

Insertions diverses

Mme. Leborgne Joleyne née le 13/12/1993 à Mantes-la-Jolie, (78), demeurant 18 rue Joseph Gaillard Bâtiment M 94300 VINCENNES dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique (Leborgne) celui du Alérand.

Libération
est habilité pour toutes
vos ANNONCES LÉGALES
sur les départements
75 93 94

de 9h à 18h au **01 87 39 84 00**
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATERIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT
EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents...



Décorations asiatiques : corail, jade...

MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer
une annonce dans**Libération**

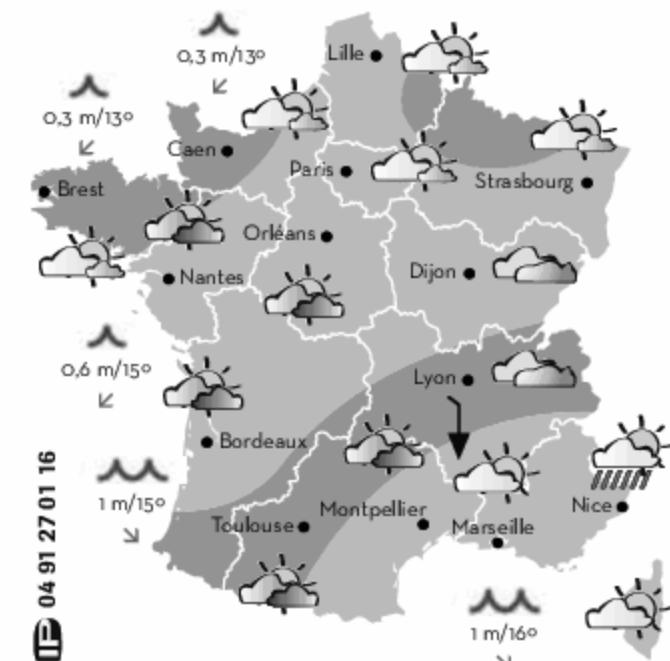
Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.libération.fr>

MARDI 6

La fraîcheur s'impose avec des températures inférieures à 10°C au lever du jour sur de nombreuses régions. Côté ciel, il est menaçant des Pyrénées aux Alpes, plus lumineux au nord de la Loire.

L'APRÈS-MIDI Les nuages restent menaçants dans le sud, des Pyrénées aux Alpes avec une averse possible. Les éclaircies s'imposent au nord. Il fait frais partout.



Agitée Peu agitée Calme

Fort Modéré Faible

la chaîne météo
www.lachainemeteo.com
vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX
Lille	7	16
Caen	9	13
Brest	8	12
Nantes	8	16
Paris	8	16
Strasbourg	8	16
Dijon	9	17

FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lyon	8	14	Alger	15	20
Bordeaux	8	17	Berlin	4	16
Toulouse	8	14	Bruxelles	7	17
Montpellier	10	19	Jérusalem	12	24
Marseille	11	19	Londres	7	13
Nice	15	19	Madrid	7	16
Ajaccio	14	18	New York	14	18

Libération

www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL

Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembis
(spécialiste), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemania (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75013 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

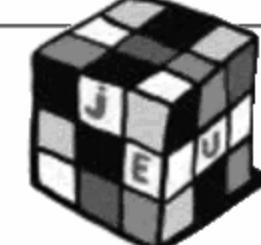
Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100% Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur
d'eutrophisation:
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saura être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initialle du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5535 MOYEN

		7	6	8		9
3	6	9			7	
	7	2			1	
5			4		8	6
6						9
4	3	7				5
9		4		7		8
			4		5	2
2	8	3	6	9		



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

3	2	4	5	1	8	6	7
7	9	5	2	3	6	4	1
6	8	1	4	9	7	5	2
5	3	7	9	2	4	8	6
9	1	2	6	8	3	7	5
8	4	6	1	7	5	9	3
1	5	8	7	4	2	3	9
2	7	3	8	6	9	1	4

DIFFICILE

			9	1	2
9		8	2	4	5
6	2	7		5	
			7		
8	7		6		1
9		4		2	
	5	2	3	9	
4	8	2			

Faites
un don à Libé

► Soutenez le travail exigeant
de 220 journalistes engagés
et indépendants

► Défendez la liberté de
la presse et son rôle dans
le débat démocratique

► Participez activement
à la transformation de la presse
à l'ère du numérique



Je souhaite
faire un don par
carte bancaire,
chèque ou
PayPal :
liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme



L'association a acheté en 1992 un hameau, en Lozère, pour y installer son refuge.

Biodiversité Les Cévennes, remède du cheval de Przewalski

Sur le causse Méjean, l'association Takh s'attache depuis trente ans à sauver l'espèce originaire d'Asie centrale, en danger d'extinction. Mission accomplie. Mais depuis le retrait de son principal mécène, elle s'inquiète pour sa survie financière.

REPORTAGE

Par

SARAH FINGER

Envoyée spéciale en Lozère

Photos **SANDRA MEHL**

Les vastes steppes du causse vibrent sous le vent. En cette fin du mois d'avril, aucun bruit humain ne vient interrompre le chant des oiseaux ni le bourdonnement des insectes. Sur ces terres couvertes d'herbe rase, d'arbustes, de pierres grises, des silhouettes aux tons bruns, blonds et beiges se dessinent au loin: 41 chevaux de Przewalski s'égayent, sur 400 hectares, en semi-liberté. Leurs lointains ancêtres sillonnaient

les steppes mongoles. Eux aussi iront peut-être un jour galoper là-bas. Pour l'heure, leur royaume s'étend sur le causse Méjean, en Lozère, au cœur du Parc national des Cévennes. «*Les chevaux de Przewalski incarnent les seuls représentants des chevaux sauvages*, résume Laurent Tatin, biologiste et chercheur associé à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale. *Depuis plus de cinq mille ans, cette espèce a évolué librement, sans intervention humaine.*» Et pour les voir, on vient de loin. Comme cette famille grenobloise dont la fillette, ainsi que son père, attendent fébrilement le début d'une visite de deux heures qui les embarquera, en

4x4 puis à pied, à proximité des équidés. «Avant de partir, quelques consignes: ces chevaux ne sont ni nourris, ni touchés, ni montés. Il ne faut pas les déranger, ni aller à leur contact, mais rester groupés et à distance. On oublie notre envie de les caresser.» Une dizaine d'adultes et d'enfants écoutent attentivement Pauline Joinnault, qui sera leur guide. A ses côtés, les visiteurs apercevront ce matin-là des vautours fauves et un aigle royal planant au-dessus du causse. Ils croiseront des lièvres et un chevreuil. Enfin, ils approcheront les chevaux de Przewalski, toucheront des yeux leur pelage couleur crème, leurs crinières en brosse et leurs singulières zébrures aux pattes.

«MAXIMUM UN PETIT PAR AN»

Pauline Joinnault est l'une des six salariés de l'association Takh, du nom donné par les Mongols à ce cheval qu'ils considèrent comme sacré. Créée en 1990, cette association s'est donné pour mission la sauvegarde de cette espèce alors classée comme «éteinte à l'état sauvage» sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Car sur ses terres ancestrales, en Asie centrale, le cheval de Przewalski a disparu, victime des chasseurs occidentaux et d'une compétition avec les troupeaux domestiques qui l'a privé des points d'eau et des meilleures pâtures.

Le dernier cheval sauvage a été aperçu en 1969 en Mongolie. Puis plus rien. Comme l'explique Laurent Tatin, ce cousin du cheval domestique a bien failli disparaître: «Après la Seconde Guerre mondiale, seule une dizaine de chevaux de Przewalski se trouvaient encore dans des jardins zoologiques. Ce sont ces quelques individus qui ont permis de reconstituer une population.»

En 1992, l'association Takh achète sur le causse Méjean un hameau en ruines depuis longtemps déserté par ses habitants, Le Villaret. Elle s'y installe et fait venir sur ce site, l'année suivante, onze chevaux de Przewalski provenant de huit zoos de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Les équidés apprennent à vivre dans de très vastes enclos, sans aucune intervention humaine, sauf en cas d'urgence exceptionnelle. Ils s'adaptent au climat lozérien et commencent à se reproduire sur ces steppes qui évoquent étonnamment celles de Mongolie. «Ce cheval se révèle particulièrement robuste, note Florian Drouard, responsable du suivi des transports de chevaux à l'association Takh.

Il vit en général une vingtaine d'années, parfois beaucoup plus. Chaque jument donne naissance, au maximum, à un petit par an.» Quelques années plus tard, la seconde phase du projet de Takh commence: réintroduire l'espèce dans ses terres d'origine. En 2004 puis 2005, quatre familles et deux groupes de jeunes étalons célibataires, soit 22 chevaux nés sur le causse Méjean, sont emmenés par camion jusqu'à l'aéroport le plus proche, à Nîmes, puis embarquent dans un avion-cargo jusqu'à Khovd, en Mongolie. Un autre avion les conduit jusqu'aux steppes de la réserve de Khomyn Tal, gérée par Kholmyn Talysh Takhi (KTT), l'association sœur de Takh sur place.

Depuis, les familles se sont agrandies. Environ 150 chevaux descendant des 22 du causse s'ébattent aujourd'hui librement en Mongolie. Et grâce à des projets similaires à celui de Takh, menés par d'autres ONG en Chine, au Kazakhstan, en Hongrie ou en Russie, la population mondiale atteindrait environ 3000 individus, la moitié sur des sites de réintroduction, l'autre dans des zoos. L'UICN con-



En 2004 et 2005, 22 chevaux des Cévennes ont été transférés dans une réserve en Mongolie.

sidère désormais l'espèce un peu moins menacée: elle la classe «en danger d'extinction» sur sa liste rouge. «La situation du cheval de Przewalski s'est améliorée en trente ans mais reste fragile», analyse Sébastien Carton de Grammont, responsable pour Takh du domaine du Villaret. Ce cheval demeure l'un des mammifères les plus menacés au monde.» Sur le site lozérien, quatre générations, soit 169 chevaux, se sont succédé. Chacun a été dûment identifié, «même les poulains mort-nés, précise Florian Drouard. Grâce à l'analyse des crottins, nous possédons tous les profils génétiques individuels», explique-t-il en parcourant des yeux le vaste tableau retracant les arbres généalogiques de chaque individu accueilli ou né sur ce site. «Ils ont tous un nom: Alien, Plume, Cheveu d'ange, Phoenix... Les Mongols parviennent à les reconnaître à leur seule silhouette. Nous, non.»

En trois décennies, une cinquantaine d'animaux ont quitté le causse pour d'autres lieux de réintroduction et favoriser la diversité génétique des troupeaux. Outre ceux partis en Mongolie, huit ont gagné la réserve des Monts d'Azur à Thorenc (Alpes-Maritimes), six la Russie, au nord du Kazakhstan, et onze se trouvent désormais en Espagne, dans deux sites touristiques. Pour la première fois depuis 1993, des chevaux de Przewalski provenant de l'extérieur (en l'occurrence de Hongrie) devraient rejoindre dans les prochains mois ceux du causse dans l'optique d'un brassage génétique. Aucun de ces échanges ne donne lieu à une transaction financière: il ne s'agit que de dons.

Mais l'association s'interroge sur sa survie. L'inquiétude ronge la petite équipe de Takh depuis le retrait, en 2023, de son principal mécène, la fondation Mava. Cette dernière a été lancée par Luc Hoffmann, un riche

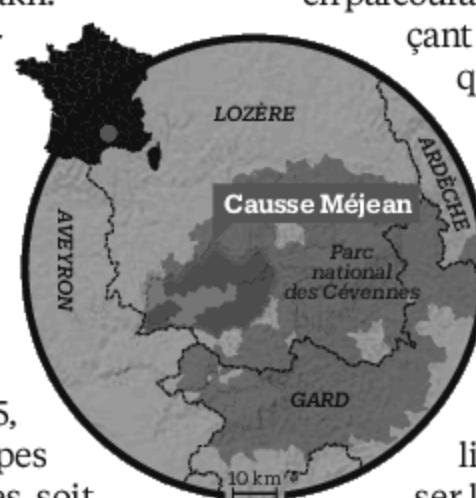
«Après la Seconde Guerre mondiale, seule une dizaine de ces chevaux se trouvaient encore dans des jardins zoologiques. Ce sont ces individus qui ont permis de reconstituer une population.»

Laurent Tatin biologiste

que agricole commune (PAC), nous attribue environ 50 000 euros par an, en tant qu'éleveur de chevaux, mais nous survivons surtout grâce à nos réserves. On ignore comment on pourra boucler notre budget dès 2026.»

Afin de diversifier ses sources de revenus, Takh doit développer ses activités. Son site du Villaret accueille désormais des chercheurs, comme ces paléogénéticiens du CNRS passionnés par la collection de crânes de chevaux de Przewalski mise à leur disposition par l'association. Le suivi scientifique mené ici depuis trois décennies attire le monde universitaire, mais aussi le petit peuple des passionnés: des formations, des séjours, des animations leur sont proposés. Une boutique solidaire a ouvert au sein des locaux. Le parainnage de chevaux vient d'être lancé en ligne, sur le site de Takh. Et l'écotourisme se décline désormais au Villaret au travers de découvertes immersives, permettant même aux visiteurs de participer sur le terrain au suivi scientifique. Toutefois, aucun nouveau mécène n'a pris la place de Luc Hoffmann.

Le 21 mars, Takh a reçu un soutien de poids: Ulambayar Nyamkhuu, l'ambassadrice de Mongolie en France, est venue jusqu'au Villaret pour rencontrer les salariés de l'association et ses 41 protégés. Un soutien moral qui arrive à point nommé pour Pauline Joinnault, l'une des permanentes de Takh: «Nous avons constaté que l'ambassadrice était très au fait de l'actualité concernant les chevaux de Przewalski, et très investie sur ce dossier. Nous l'avons emmenée sur le terrain, elle a bravé la pluie pour approcher les animaux... Elle nous a dit qu'elle suivait notre situation de près.» En attendant, participer à la sauvegarde de la plus ancienne population de ces équidés sauvages soude les salariés de Takh. On ne renonce pas facilement à un tel cheval de bataille. Et l'équipe établie sur le causse guette les naissances. Plusieurs juments semblent prêtes, ce sera pour bientôt. ◆



IDÉES /

«Le Grand Continent»

Débats d'idées, ambition européenne... les raisons du succès de la revue

Devenue une référence dans le monde des idées, la revue de géopolitique axée sur l'Europe a conquis près de 20 000 abonnés numériques. Alors que le 4^e numéro papier vient de paraître en librairie, rencontre avec Gilles Gressani, l'un de ses fondateurs et son directeur.

Par
VIRGINIE BLOCH-LAINÉ

C'est au *Grand Continent* que Henry Kissinger (1923-2023) a confié l'une de ses dernières interventions juste avant de mourir, à 100 ans, un geste qui avait de la gueule, et un passage de flambeau, peut-être. Bien qu'elle ait été fondée par de jeunes gens de moins de 30 ans, la revue de géopolitique et de débat d'idées en ligne publie des textes d'auteurs de tous âges ; l'une de ses singularités. Une autre est que les textes paraissent simultanément en espagnol. A moyen terme, ils seront aussi traduits en italien, allemand et polonais. Mais pas en anglais, car l'offre est déjà immense, et «les gens aiment, dinent, s'engueulent, en français», lance Gilles Gressani, l'un de ses trois fondateurs. *Un filtre bizarre s'est imposé dans la manière de concevoir l'Europe : le plurilinguisme serait un problème, donc il faudrait choisir une seule langue, l'anglais».*

INDEX DE DANTON

Non ! «Ce qui se dit et s'écrit en polonais, par exemple, est faraïneux.» C'est dans l'open space où la revue est installée, au Carrefour de l'Odéon, dans le VI^e arrondissement de Paris que Gilles Gressani et son compère Mathéo Malik ont récemment reçu Curtis Yarvin, le blogueur «néoréactionnaire» considéré comme l'un des théoriciens du trumpisme et dont les «adeptes» jurent qu'il a «des prémonitions troublantes». Ils lui ont servi sept expressos en trois heures: «Quand il évoquait les exploits de Trump, des larmes de joie coulaient sur son visage», ironise le

duo. Dans la version papier de la revue figurent également un essai inédit du Chilien Benjamin Labatut et un texte du Britannique Adam Curtis, très connu dans le monde anglophone, «un génie, s'enthousiasme Gressani, qui sait à la manière de Machiavel représenter le contemporain pour en faire un objet observable. Il nous a offert les droits de presque tous ses textes».

En grande partie accessible gratuitement, la revue au succès fulgurant compte plus de 20000 abonnés alors que, dans le même temps, les essais attirent de moins en moins de lecteurs. Elle se finance sans publicité, ni mécène ni subvention. Les deux articles par jour mis en ligne décrivent ou analysent, à travers la littérature, les relations internationales, l'histoire, le monde qui arrive tandis que celui qui nous était familier se défait à grande vitesse.

La réussite du *Grand Continent* tient à sa réactivité, permise par sa forme numérique. La revue, souvent citée dans les revues de presse matinales à la radio, a vu le jour en mai 2019, quelques mois avant que *le Débat*, dirigé par Pierre Nora depuis 1980, baisse le rideau. Ce dernier formulait le diagnostic suivant : les humanités n'intéressent plus personne, débattre est devenu impossible, la vie intellectuelle se meurt sur le Vieux Continent. Ce n'était pas le cas, mais il fallait chercher un chemin nouveau, un autre secret de fabrication.

Gilles Gressani, né en 1991, avait 27 ans à l'époque. Normalien, il était de retour à Paris après avoir fait des études à Madagascar et un autre à l'université Columbia de New York. Il

cherchait sa voie : «Je voulais faire quelque chose qui était entre le savoir, le débat et la décision, mais je ne savais pas quelle forme cela prendrait.»

Le siège du *Grand Continent* est un endroit très lumineux, grâce aux bow-windows. Gilles Gressani fait remarquer que, depuis la rue, l'index de la statue de Danton pointe exactement ces locaux. Une dizaine de collaborateurs écrivent, très concentrés. Pas de sweat à capuche, mais des vestes et des chemises. Une seule femme est parmi eux ce jour-là : Ramona Bloj, l'autre rédactrice en chef avec Mathéo Malik, normalien lui aussi. La trentenaire, roumaine, est arrivée en France en 2016 pour y faire Sciences-Po.

DE FAÇON ARTISANALE

La revue se fabrique encore de façon artisanale. Des piles d'enveloppes contenant la version papier imprimée par les éditions Gallimard attendent d'être timbrées et envoyées aux nouveaux abonnés, une centaine en deux jours. Le trio va s'y coller pour porter les piles d'enveloppes avant 18 heures à la poste voisine. Au total, 12000 copies sont disponibles. Gilles Gressani voit grand et espère qu'à moyen terme, ils auront des millions d'abonnés. La revue a déjà une antenne au Mexique et certains de ses articles, en ligne, ont des millions de vues.

A l'heure où la barbe de trois jours est la norme, le jeune homme a le visage imberbe et l'apparence juvénile. Il a grandi dans un village de 1100 habitants de la vallée d'Aoste. Son français parfait est mâtiné d'un accent italien. Il s'agace un peu lorsqu'on lui demande de situer socialement sa famille : «C'est toujours comme ça, en France.» Elle est de classe moyenne, sans «lignage intellectuel particulier. Cependant mes parents s'aimaient beaucoup et ils avaient du goût pour les choses belles et l'intellect». Il y avait beaucoup de livres chez eux, et la bibliothèque municipale était bien achalandée. «J'ai passé douze ans de ma vie à jouer, à rêver sans barrière dans des paysages magnifiques. Mais à partir de mes 12 ans, j'ai senti la limite de la province.» Il découvre l'ENS à force de lire cette précision, au dos de la plupart des ouvrages de philosophie française : «Ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm.» Scolarisé dans un lycée français juste



De g. à dr. : Ramona Bloj, Mathéo Malik,

avant le bac, admis en classes préparatoires au prestigieux lycée Louis-le-Grand, il intègre la rue d'Ulm.

Comme d'autres normaliens de sa génération, il déchante pourtant une fois le concours réussi : «L'institution semblait en fin de cycle. Elle s'éteignait en s'essoufflant.» Le fait d'être étranger le rend encore plus sensible à cette extinction. L'effervescence de l'élite intellectuelle parisienne qu'il s'attendait à trouver, il ne la voit pas. Alors, certain que son obsession de «la promesse de Paris» peut être satisfaite, il crée le cercle intellectuel européen et franco-allemand dont il rêve : «Dans les années 70, autour d'Alexandre Kojève (1902-1968), un Russe qui était passé par l'Allemagne et s'était établi à Paris, se sont agrégés Bataille, Lacan, Queneau, raconte-t-il. Ce précédent prouve que, pour un Italien venu à peu près de nulle part comme moi, pour une Roumaine venue à peu près de nulle part comme Ramona et pour quelques amis, il est possible d'élaborer quelque chose qui atteint un lectorat. Le débat d'idées européen se passe ici.» Et il ajoute : «Comme le dit Humphrey Bogart à Ingrid Bergman dans Casablanca, il faut croire au destin.»



Gilles Gressani, Pierre Ramond, Zélie Fourquier et Florent Zemmouche, dans les bureaux de Paris, le 16 avril. RÉMY ARTIGES

blanca: "Nous aurons toujours Paris."» Il est rare d'entendre louer à ce point la capitale française et l'Europe. Marc Weitzmann, essayiste et producteur de l'émission hebdomadaire *Signes des temps*, sur France Culture, a vite remarqué et invité ces jeunes gens à son micro, attiré par leur enthousiasme associé à une forte exigence intellectuelle: «*Ils ont une ambition européenne à la fois littéraire et politique. Ce qu'ils font ressemble à ce que j'essaie de faire dans mon coin: analyser le présent à travers les arts et les faits politiques.*

Ils font un vrai boulot de décryptage en traduisant des textes étrangers. J'admire leur ambition.»

A ses débuts, avant d'avoir les moyens de louer ce lieu parrainé par Danton, *le Grand Continent* fut abrité à l'ENS, dans le Ve arrondissement. C'est toujours au sein de l'école que chaque mardi à 19h30 se tient *le débat du Grand Continent*, salle Dussane. Elle peut accueillir 200 personnes, mais 500 auditeurs se pressent désormais à ce rendez-vous gratuit, si bien qu'il a fallu ajouter

deux autres salles équipées d'un écran: «*Quand 1000 personnes voudront venir, il faudra changer d'organisation*», dit Gilles Gressani, placide.

Sont invités à débattre des personnalités comme l'historien américain David Bell, la sociologue et politologue Anna Colin Lebedev, l'économiste Olivier Blanchard, le spécialiste du Moyen-Orient Hugo Micheron, et récemment, Dominique de Villepin. Chaque année, en décembre, *le Grand Continent* distingue un récit européen en lui remettant

un prix littéraire doté d'une somme qui contribue à sa traduction en différentes langues. La cérémonie se déroule au cœur du massif du Mont-Blanc, à 3466 mètres d'altitude: «*C'est magnifique*», remarque Gressani, sensible aux belles et aux bonnes choses.

Lorsqu'il était étudiant à Columbia, Gressani a constaté que l'espace anglophone était quadrillé par des revues «qui sont des paquebots, Foreign Affairs ou The New Yorker. Elles ont des centaines de milliers d'abonnés quand en France, on a l'impression que les grandes revues sont sur le point de s'éteindre. Pourtant, en valeur relative, il y a davantage de lecteurs de non-fiction en France qu'aux Etats-Unis. Je me suis dit qu'il y avait un problème quelque part».

Il comprend que le format d'une revue doit être numérique: «*Notre but, c'est d'être aussi réactif qu'un quotidien comme Libération. Son autre intuition est qu'il est un Européen. Il doit rentrer: «J'avais coûté cher aux contribuables français et italiens et je partais aux Etats-Unis!*» D'autres idées lui viennent: hors du champ purement politique, l'Europe comme sujet d'étude est si mal abordée qu'elle paraît étriquée: «*C'est comme si, pour parler de la France, vous ne vous intéressiez qu'au Conseil d'Etat!*»

DES TRENTENAIRES

À la même époque, Gilles Gressani rencontre, grâce à un ami italien commun, Giuliano Da Empoli, l'ancien conseiller politique de Matteo Renzi: «*Cela ne commence pas très bien. Moi, qui étais plus à gauche que lui, je n'appréciais pas qu'il soit renziste, et lui a un peu ricané quand je lui ai expliqué que je montais la première grande revue européenne.*» Ils sont passés outre leurs préventions respectives et sont proches, désormais. Le quinquagénaire trouve les trentenaires «remarquables».

Politiquement, *le Grand Continent*, qui a aussi bien publié un long entretien avec Emmanuel Macron en 2020, après le Covid-19, qu'un article de Rokhaya Diallo sur l'universalisme, n'est pas orienté, affirme son cofondateur: «*On n'est pas dans une logique soviétique qui fait que vous savez ce que vous trouverez dans le Grand Continent avant même de l'avoir lu. Les premiers lecteurs se réjouissaient de lire un texte qui pensait comme eux. Ils s'abonnaient et quelques jours après, tombaient sur une thèse qui contredisait la leur. Ils nous écrivaient: "Je suis très étonné." C'est amusant, l'usage de cette expression pour dire: "Je ne suis pas content." Cet étonnement est la raison d'être de la revue: le monde dans lequel on vit est très bizarre, et ce n'est qu'avec des idées bizarres que l'on pourra comprendre son organisation.*»

Libération
ABONNEZ-VOUS



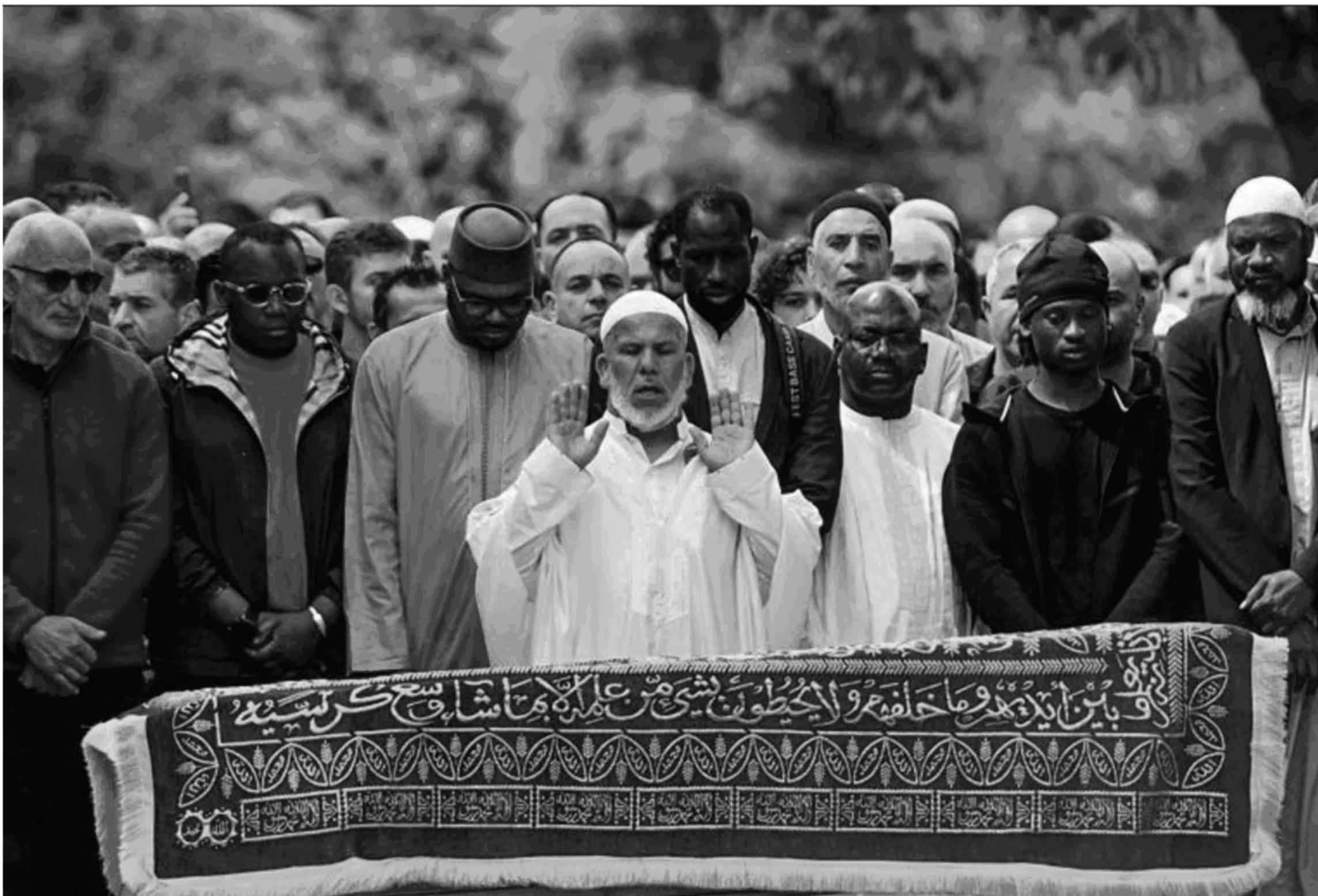
Offre intégrale
34,90€

par mois
au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

Abonnez-vous ici



ou par téléphone
au 01 55 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H



Islamophobie, histoire d'un déni

Le meurtre d'Aboubakar Cissé dans une mosquée a relancé le débat sur le terme. Pour le doctorant Denis Carlier, le refus de nommer le racisme antimusulman s'inscrit dans une critique conservatrice plus large du vocabulaire de lutte contre les discriminations.

Le même mensonge, encore et encore: le terme d'islamophobie aurait été «inventé il y a plus de trente ans par les mollahs iraniens». L'affirmation est fausse mais Manuel Valls et d'autres la répètent depuis 2013. Ce déni de l'existence d'un racisme antimusulman choque particulièrement ces derniers jours, après le meurtre d'Aboubakar Cissé, 22 ans, qui avait pour seul tort d'être musulman. Comme l'a montré le chercheur espagnol Fernando Bravo López en 2010, qui a mené la première étude sur le mot, les «mollahs» en question sont l'africaniste Maurice Delafosse et l'employé du ministère des colonies Alain Quellien, qui usent chacun du terme en 1910, pour parler d'*«un préjugé contre l'islam»*. L'usage du terme isla-

mophobe est même plus ancien encore, mobilisé par exemple dans *le Journal* du 11 mai 1895, dans une chronique consacrée aux réactions à un projet de financement par souscription de la construction d'une mosquée à Paris. Ces différents auteurs forgent vraisemblablement leur néologisme par imitation de termes comme xénophobie. La théorie du «complot des mollahs» circule quant à elle depuis au moins 2003, sous les plumes des essayistes Pascal Bruckner, Caroline Fourest et Fiammetta Venner, selon la chronologie d'Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed (*Islamophobie, La découverte*, 2013). Dans le même registre, Manuel Valls s'était indigné en février 2021 d'entendre Olivier Faure rejeter l'usage

du terme «islamo-gau-chisme» au motif qu'il avait été «inventé par l'extrême droite». La généalogie de ce concept est pourtant, elle, bien établie: il constitue un décalque de celui de judéo-bolchévisme. Une filiation que le philosophe Pierre-André Taguieff tentait laborieusement de contredire dans une tribune à *Libération* en octobre 2020, en se dédouanant par ailleurs de toute responsabilité dans les utilisations racistes du concept qu'il a contribué à forger. La critique conservatrice du vocabulaire des mouvements d'émancipation n'est pas chose nouvelle, qu'il s'agisse des mots comme «islamophobie» qui pointent une injustice pour mieux la combattre, ou de ceux qui désignent un combat pour l'égalité. Au début du XX^e siècle, «féminisme» suscite par exemple la controverse parce qu'il suppose d'associer la féminité à l'autonomie, deux idées jugées antonymiques. La même blague revient alors d'article en article: le féminisme serait en fait... un masculi-

nisme, en ce que les militantes voudraient prendre la place des hommes. De même, le projet politique féministe, supposément importé de Scandinavie ou des Etats-Unis, est décrété incompatible avec la culture française. Et pourtant, un siècle plus tard, il est encore là, toujours aussi «importé des Etats-Unis».

«THÉORIE DU DJÈNDEUR»

Plus près de nous, le mot «genre» était jusqu'à récemment considéré comme intraduisible, tant le *gender* apparaissait à de doctes autorités comme étranger à la culture française. Dès 2006, l'historienne Karen Offen documentait pourtant l'ancienneté de la circulation de la notion de genre en français. Cette insistance à ne pas retraduire ce gallicisme mènera notamment aux fameuses diatribes contre la «théorie du djèn-deur» des manifestations homophobes de 2013. Et pourtant, miracle du temps qui passe, en novembre 2024, personne n'aura relevé que c'est en

français – cocorico! – que la ministre de l'Education nationale Anne Genetet annonçait son intention de restreindre l'éducation sexuelle afin «que la théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles».

La récurrence de ce type de motif ne saurait surprendre, tant le refus du vocabulaire de l'émancipation et de la lutte contre les discriminations traduit celui d'un diagnostic sur l'état des rapports sociaux. S'en prendre aux mots évite de s'intéresser au fond du discours, et transforme en opinion ce qui relèverait normalement des faits. Le terme «islamophobie» constituant un équivalent conceptuel de l'antisémitisme, on pourrait s'attendre à ce qu'il intègre sans difficulté le vocabulaire commun. Et pourtant, nommer le racisme antimusulman devient soudain un geste politique, objet à ce titre de dénigre-

Par
DENIS CARLIER



Doctorant en histoire et en science politique

Lors des funérailles d'Aboubakar Cissé à La Grand-Combe (Gard), le 2 mai.

PHOTO SYLVAIN THOMAS. AFP

ment. Cette politisation conservatrice mène ainsi à construire mensonge après mensonge une culpabilité par association. Après tout, comment pourrait-on user d'un mot «largement promu par les Frères musulmans» selon Bruno Retailleau sans avoir chez soi, accroché au mur du salon, un poster du fondateur des Frères musulmans, Hassan el-Banna?

Une telle politisation se révèle cependant à double tranchant, en ce que la violence des attaques conservatrices suscite en retour des dynamiques de résistance. A rebours de l'effet attendu, la campagne contre l'écriture inclusive entamée en 2017, confirmée par la circulaire Blanquer de 2021, a par exemple encouragé un certain nombre de personnes, de médias, de maisons d'édition et autres institutions publiques ou privées à sauter le pas de l'écriture inclusive. Un mouvement continu, en dépit des menaces, et qui aurait difficilement connu la même ampleur sans l'attrait de participer soi-même à l'anéantissement de vingt siècles de culture, un point médian à la fois.

HIÉRARCHISATION DES HAINES

A constater le récent changement de position de l'éditorialiste à *Libération* Thomas Legrand sur le sujet de l'islamophobie, je me prends à espérer que l'affligeante médiocrité des réactions politiciennes à l'attentat islamophobe de La Grand-Combe en encouragera d'autres à dépasser leurs appréhensions. Dans un contexte de banalisation des violences antisémites et islamophobes, il importe d'écartier toute hiérarchisation des haines pour les combattre chacune de manière inconditionnelle, en ce qu'elles relèvent d'une matrice commune et se renforcent mutuellement. Ce qui passe d'une part par le fait de nommer l'islamophobie sans se cacher derrière des périphrases. Et suppose d'autre part d'appliquer à l'antisémitisme une même intransigeance, qu'il s'exprime à gauche, à droite ou à l'extrême droite. ♦

IDEES/



RÉJOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Utiliser ce terme? Jamais de la vie!

L'émotion née du meurtre d'un fidèle musulman pousse à l'emploi fautif d'«islamophobie», notion trop ambiguë pour être honnête.

D'abord, se désoler du meurtre d'Aboubakar Cissé, survenu dans cette mosquée du Gard. Se désespérer de la mort d'un croyant musulman qui était aussi «*un homme fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui*» comme se définit Sartre, à la fin des *Mots*, son autobiographie. Ensuite, prendre part à un débat intéressant, même s'il n'est pas essentiel. Il y a ceux qui brandissent en talisman la notion fourre-tout d'«islamophobie» et assimilent sans autre forme de procès les tueurs pathologiques de fidèles aux simples contempteurs de l'islam et aux virulents dénonciateurs de l'islamisme. De l'autre côté, il y a ceux dont je suis, qui préfèrent ne pas s'encombrer d'un tel lexique psychologisant, d'une telle pensée victimale, d'un tel forçage identitaire. Je préfère à «islamophobie» la notion plus vaste de «haine anti-musulmans». Cette polémique linguistique cisaille et recompose les camps traditionnels. Elle voit les respectueux en remontrer aux blasphémateurs, les normatifs aux transgressifs et les émotifs aux rationnels. Elle met cul par-dessus tête des convictions que je croyais bien ancrées dans les petites cervelles de tout un chacun.

Je suis pire que laïc, je suis anticlérical

En 2015, j'étais d'accord avec Jean-Luc Mélenchon quand il tweetait : «*Je conteste le terme d'islamophobie. On a le droit de ne pas aimer l'islam comme on a le droit de ne pas aimer le catholicisme.*» Je déplore le retournement de veste de l'ex-laïcard que

l'on découvre islamolâtre et comme soumis à une divinité vengeresse quand il déclare désormais : «*L'islamophobie tue. Tous ceux qui y contribuent sont coupables.*» Je préfère me tenir aux côtés de Salman Rushdie, l'écrivain victime d'une fatwa décretée par ceux qui pensent que la charia doit prévaloir sur les lois des démocraties et qui, avant de perdre un œil lors d'une tentative d'assassinat, cinglait : «*Un nouveau mot a été inventé pour permettre aux aveugles de rester aveugle : "l'islamophobie".*» Enfin, je me sens toujours en phase avec Charb, le red-chef de *Charlie Hebdo* abattu par les frères Kouachi et avec sa «*Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*». Et c'est pourquoi, je suis perplexe devant la récente évolution sur la question de mon copain Thomas Legrand, qui résume le titre de son billet : «*Pourquoi, désormais, j'utiliserais le terme "islamophobie".*»

Thomas, je suis pire que laïc, je suis anticlérical. Je ne crois pas plus à l'existence d'allah (a minuscule svp) qu'à celle de dieu (d minuscule idem). Ni Mahomet ni Jésus ne seront jamais mes compains imaginaires. Je refuse que les croyants de quelques obédiences que ce soit s'avisen de me dire que manger et de quels chiffons me vêtir, comment procréer et la bonne façon que j'aurais de mourir, sans parler d'avec qui m'amouracher et comment se besogner l'un l'autre. Je ne vois pas pourquoi l'islam pourrait y prétendre plus que le catholicisme à qui la loi de 1905 a claqué le beignet. Comme Victor

Je n'ai aucune haine maladive de cette foi qui, comme toutes les autres, est une idéologie que je ne partage pas.

Hugo, je vais répétant : «*L'Etat chez lui, l'Eglise chez elle.*» Je vois bien les ressorts de la manœuvre en cours. Faire rimer «islamophobie» avec «homophobie», «xénophobie» ou «grossophobie» est une façon d'agrégier des minoritaires qui n'ont rien en commun. Il s'agit pour les obscurantistes cachés derrière des masques de coolitude et équipés de faux nez inclusifs de rendre attractive la version la plus réactionnaire d'une religion qui veut mettre au pas les soi-disant déviances contemporaines que je considère comme des avancées intangibles. Par la mise en musique du suffixe «phobie», les intolerants roulent dans la farine de l'indignation les tolérants auto-proclamés qui souvent cherchent leur dominé comme d'autres cherchent leur chat.

Aucune raison d'être phobique de l'islam
Je n'ai pas la tremblote devant ceux qui ne pensent pas comme moi. Je n'ai pas peur de grand-chose et ne me monte pas le bourrichon face à des menaces que j'exagérerais. Même si je connais la férocité des islamistes et le conservatisme des fréristes et des salafistes, je n'ai aucune raison d'être phobique de l'islam. Je n'ai aucune haine maladive de cette foi qui, comme toutes les autres, est une simple idéologie que je ne partage pas. Je veux juste que les musulmans comme les chrétiens, les juifs et autres sous-sections moins développées se tiennent à carreau. Il est important qu'ils se cloîtrent dans leur spiritualité et ne se mêlent pas des affaires publiques, sinon en tant que citoyens lambda et qu'électeurs autonomes.

Et voilà pourquoi je n'utiliserais pas cet élément de langage qu'on voudrait m'imposer. Je vais d'ailleurs éviter d'en répéter une dernière fois l'intitulé, tant je le sais cheval de Troie d'une détestation des libertés, des égalités et des fraternités. ◀

Libération

Bruno Retailleau a-t-il «refusé» de rencontrer la famille d'Aboubakar Cissé?

Attaques contre les prisons et leur personnel : combien de faits ont été dénombrés depuis le 13 avril ?

RSA : a-t-on «plus intérêt à rester chez soi qu'à travailler», comme l'affirme Laurent Wauquiez ?

Mort et succession du pape : à quel point le film «Conclave» est-il réaliste ?

**Vous demandez
nous vérifions**



CheckNews





«VIXEN : LES EGÉRIES OUBLIÉES DU RAP»

La revanche des bombes

Si aux Etats-Unis, les stars des clips des années 2000 étaient plus que des faire-valoir hypersexualisés, leurs consœurs françaises n'ont jamais eu droit aux mêmes égards. Dans un livre percutant, Soraya Rhazel raconte l'envers d'une industrie où règne la violence mais aussi la sororité.

Par
BRICE MICLET

Fut un temps, lointain déjà, dans un pays qui l'est tout autant, où les Vixens étaient maîtresses de leur culture et de leur image. Au début des années 2000, ces Américaines peuplaient les clips de rap, accompagnaient Jay Z, Snoop Dogg, T.I., Q-Tip ou autres sommités dans leur réussite et s'appropriaient les espaces médiatiques avec une assurance aussi décomplexée que celle des artistes masculins. Elles s'appelaient Rosa Acosta, Gloria Velez, Esther Baxter, Melyssa Ford, Yaris Sanchez, Lola Monroe, Stephanie Santiago ou Leila Arcieri, étaient noires, métisses, latinas... Elles ne chantaient pas mais étaient bien plus que des faire-valoir, parties prenantes d'une industrie musicale florissante, où les budgets fara-mineux des clips permettaient aux plus célèbres d'entre elles de toucher jusqu'à 10 000 dollars par vidéo. Malgré l'incompréhension des regards extérieurs, il était question d'aura plutôt que de sexualisation, de top models d'un nouveau genre. Mais les choses ont vite changé. Et en France, où le phénomène est arrivé bien plus tardivement, dans les années 2010, les Vixens n'ont connu ni l'âge d'or ni le respect.

Soraya Rhazel est bien placée pour le savoir. Vixen durant plus de dix ans pour un grand nombre d'artistes francophones tels que Booba, Vald ou Nekfeu, elle a tout vu de l'envers

du décor. Elle en a même tiré un livre paru fin 2024, intitulé *Vixen : les égéries oubliées du rap*, rare et saisissant. Difficile également. En racontant sa vie et celle de ces autres femmes aux postures lascives et fières, elle y dépeint l'oubli et l'extrême violence à laquelle elles ont été confrontées, et pour certaines, le sont encore. Au milieu des agressions, de la déconsidération, des viols, des chantages, des coups et des amours impossibles, celle qui est aujourd'hui productrice et artiste fait émerger une sororité salutaire, une culture vieille de plus de vingt-cinq ans et pour qui l'énorme démocratisation du rap hexagonal survenu au mitan des années 2010 n'a eu aucun égard ou presque.

«LES FILLES M'ONT AIDÉE À TENIR»

Revenons aux origines. A la toute fin des années 90, le rap américain est devenu une machine à cash capable de tourner à plein régime, et l'esthétique globale du genre a changé. Une grande bamboche célébrant la prise de pouvoir des rappeurs noirs ayant enfin la possibilité de se mesurer commercialement aux pop stars boostées par la culture blanche mainstream et de s'approprier les signes extérieurs de l'extrême richesse : les yachts, la fête, le champagne Cristal, la légèreté, l'outrance capitaliste... Les femmes, bien sûr, font partie de la panoplie. Mais certaines s'émancipent vite de leur statut de



Extrait du clip
de Mapess
du rappeur
Niska. PHOTO
FANATIK PROD

gynie. La dernière grande Vixen se nomme Buffie «The Body» Carruth, est originaire d'Athènes en Géorgie, et quitte le milieu juste à temps, au moment même où la stature de ses consœurs s'effrite pour de bon. Vingt ans plus tard, Soraya Rhazel, assise dans le froid d'une terrasse parisienne, le certifie: «Aucune Vixen française ne conseillera à une jeune fille de devenir Vixen, jamais. On partage toutes au moins un minimum de passion pour le rap, mais ce n'est pas le rap qui nous a poussées à rester dans le milieu aussi longtemps. Ce sont les filles qui m'ont aidée à tenir.» Elle attend, décidée, droite, que les «coupables», les producteurs véreux, les maquereaux déguisés en agents, les cogneurs, les indifférents, les mauvais payeurs ou les réalisateurs sans scrupule patient un jour pour ce qu'ils ont infligé à ses sœurs choisies.

«JE VEUX QUE CES MECS-LÀ SOIENT INQUIETS»

Dans son livre, Soraya Rhazel raconte ses débuts alors qu'elle est encore mineure, les tournages et les à-côtés, la mort de Saphir, 19 ans, qui s'est suicidée après un viol collectif ourdi par un ancien rappeur. Elle a pris soin de changer les noms des concernées, certainement désireuse de ne pas faire la même erreur que l'Américaine Karrine Steffans, qui avait publié en 2005 *Confessions of a Video Vixen*, un ouvrage charnière mais extrêmement mal perçu par ses pairs parce qu'il dévoilait, sans les précautions d'usage, les coulisses de cette industrie opaque. «Même si j'emploie des pseudonymes, j'ai reçu des menaces, assure Soraya Rhazel. Des gens ont œuvré pour que mon livre ne sorte pas. Ils m'ont fait comprendre, via des intermédiaires, qu'ils gardaient un œil sur moi. Et tout le monde s'en fout, la police s'en fout. Je pense que les gens sont ravis de voir que la parole d'une femme peut être discréditée, qu'un simple communiqué de presse suffit à l'invisibiliser. En écrivant ce livre, j'espérais que 256 pages de vérité soient plus compliquées à contrer. Toutes les femmes qui parlent mettent leur vie en péril, je mets ma sécurité en danger. Pendant onze ans, j'ai gardé le silence.» Désormais bien installée dans le milieu du rap français, ayant accumulé compétences et responsabilité, elle peut se permettre de l'ouvrir. Et peut en même temps, par exemple, assurer la bonne tenue des performances des Vixens lors de concerts mastodontes, comme celui de Kaaris à la Défense Arena. Son livre, qui a fait l'effet d'une petite bombe dans le rap français, a mis un coup de projecteur sur ce métier dans une

«Nous sommes les intouchables de la féminité. On n'est pas mariables, même pas dignes d'être la fille ou la sœur de quelqu'un.»

Soraya Rhazel
ex-Vixen et productrice

société post-MeToo bien plus à même, malgré la violence des répliques, d'entendre ce discours. «Notre industrie a tenu longtemps grâce à ce silence, ça a assez duré, assène-t-elle sans sourciller. Je veux que ces mecs-là soient inquiets. Je veux que ces mecs-là ne dorment plus tranquilles. Comme les femmes de cette industrie qui ont été meurtries et qui ne dorment plus tranquilles depuis très longtemps. Je veux qu'ils connaissent les longues nuits qu'on a passées au téléphone à se raconter nos vécus, à essayer de se rassurer en disant : "Ne t'inquiète pas, ma sœur, il y aura des jours meilleurs." Je veux que le public sache ce qu'il se passe derrière les paillettes, qu'il ne nous oublie pas.» Elle oscille sans cesse

entre la fierté que lui procurent son parcours et sa position passée, et la mise en garde, l'expression des stigmates bien présents, des traumas. Elle aime profondément le rap, «culture de banlieusards», mais n'est pas dupe.

Que ce soit dans son parlé extrêmement direct, dans l'intensité de son regard ou dans son écriture, cette femme de lettres ne se débîne jamais et a réponse à tout. Elle ne donne pas son âge, «jamais». Issue d'une famille de notables oranais déclassée, d'un grand-père abattu par l'OAS, d'un autre allemand prisonnier durant la Première Guerre mondiale, Soraya Rhazel se décrit telle quelle dans ses pages: «Je suis issue des parties d'échecs ratées des hommes qui ont fait notre monde, ceux-là mêmes qui ont envoyé des enfants de 18 ans mourir loin de leur mère dans des conflits ineptes.» Arrivée en France à l'âge de 6 ans pour fuir l'Algérie en feu, elle séche le lycée pour se rendre aux castings de modèles et démarre peu à peu sa carrière de Vixen au sein d'un rap français en pleine bourse, soutenu par les majors et les plateformes de streaming. Il y a alors de la place pour tout le monde, y compris pour une gamine trop jeune et bien assez passionnée.

Impossible de lui faire le coup de l'image dégradée de la femme via les clips de rap. Bien sûr qu'elle y a longuement réfléchi, et bien sûr qu'elle l'a théorisé: «Les féministes intellectuelles issues des milieux privilégiés ont tendance à penser qu'elles sont les dignes héritières de la bien-pensance féministe. On m'a souvent accusée de desservir la cause, de favoriser le patriarcat. Mais la Vixen fait justement l'inverse. Etre Vixen, c'est un suicide social. Un mec n'a pas envie de se mettre en couple avec une meuf qui traîne avec des rappeurs. Et encore moins une meuf qui se met en string dans des clips de rap. Nous sommes les intouchables de la féminité. On n'est pas mariables, on n'est même pas dignes d'être la fille de quelqu'un, la sœur de quelqu'un. La plupart sont mères. Elles bouleversent les standards et il faut une grosse paire de couilles pour exister, pour forcer des hommes à jouer avec nos règles. Les Vixens américaines du début des années 2000 ont dit : "Maintenant, les critères de beauté c'est ça. C'est avoir un gros cul, des formes, du ventre, un gros nez. C'est nous."» Et elle.

«UN PUR DÉSIR D'HUMILIATION»

Durant sa carrière, elle s'est battue pour que les Vixens françaises s'unissent. Elle les a plus ou moins représentées via un rôle de capitaine plus que de cheffe, de mentor aussi parfois, jusqu'à professionnaliser cette démarche. Un jour, elles se sont réunies dans un restaurant et ont parlé à bâtons rompus. C'était il y a dix ans, juste après la mort de Saphir. «C'était le trop-plein, se souvient-elle. Il fallait que l'on tente de se structurer, que l'on définisse des tarifs. Même si la situation s'est améliorée, il reste beaucoup de choses à travailler. Dernièrement, un rappeur très connu dont je tairai le nom a tourné un clip pour lequel de jeunes filles ont été engagées, des Vixens qui n'avaient pas de loge, rien à manger ou à boire. Il a fallu qu'un des artistes invités sur le morceau leur achète un repas parce qu'il a eu de la peine pour elles. Mais la production les a empêchées de manger, sans raison, par pur désir d'humiliation. C'est très violent. Combien de fois ai-je dû me changer tout en bloquant la porte pour empêcher une horde de mecs de rentrer ? Me changer dans la rue, sur un trottoir ? J'ai vu des filles tellement prometteuses, des destins tellement lumineux être balayés à l'aube de l'âge adulte. Le meilleur est à venir, mais la haine en moi est incomensurable.»



Buffie The Body, célèbre Vixen américaine. J. NUNEZ. WIREIMAGE



Soraya Rhazel (au centre) en 2018. PHOTO DAVID DELAPLACE

CULTURE/

VIXEN : LES ÉGÉRIES OUBLIÉES DU RAP de SORAYA RHAZEL, Denoël, 256 pp. 19,90 euros.

CULTURE /

«Ma musique n'est pas que de la techno, elle est à l'intérieur d'un monde infini»

Le Britannique Anthony Child, alias Surgeon, signe le saisissant «Shell-Wave», méditation personnelle sur la techno, empreinte du souvenir de son père décédé.

Voici trente ans qu'Anthony Child nous force à nous poser la question. Techno ou pas techno ? Techno bien sûr, dès la première mesure de presque n'importe quel morceau parmi les centaines que le Britannique a sorti sous le nom de Surgeon depuis 1992 – des dizaines de maxis sur les cultes Downwards, Blueprint, Tresor ou ses propres labels Counterbalance et Dynamic Tension, et dix albums dont une bonne moitié devenue des monuments de la techno brutale, dissonante et abstruse dont la ville de Birmingham est devenue un épicentre à la faveur de sa musique et de celle de son frère de rythmes Karl O'Connor, alias Regis. Mais aussi, pas techno, ou plutôt, pas vraiment, ou encore, tellement plus. Souvenir précis de *Force + Form* en 1999, empilement de martèlements industriels sans fin perturbés d'ambiances presque absurdes et de grains aux consistances étranges partout dans les engrenages; ou de *The Crawling Frog Is Torn and Smiles*, rareté égarée sur une face B de vinyle en 2010 développant autour d'une seule note de son électronique dans son plus simple appareil synthétique, bip de cardioscope à l'os, le funk machinique le plus ingénieux de la création; encore en 2025, sur le terrible *Soul Fire*, pièce de résistance du nouveau *Shell-Wave*, une grosse caisse trop pressée, deux notes instables qui prennent feu dans un delay qui prend la tête jusqu'à l'assommer.

Alchimistes. La techno est là, ô combien, mais aussi son envers, soit tout le reste de la musique, le rock psychédélique, l'opéra, le minimalisme de La Monte Young, le free-jazz furieux d'Albert Ayler. Comment est-il possible qu'une musique semblant se conformer le plus exactement aux sons, formes et éléments distinctifs qui définissent un genre donne l'impression de s'y opposer voire de nier son existence même? Paradoxe de l'outsider, forcené et fier de l'être, qui a tout de suite embrassé la musique électronique comme une manière de se trouver autant que de rejoindre une communauté. Et qui, depuis son domicile, nous présente *Shell-Wave* comme une méditation très personnelle sur ce qu'est la techno pour lui – la musique qu'il pratique sans cesse depuis tout minot, mais dont il se demande si elle en est tout à fait.

«Quand j'ai commencé à faire des morceaux je ne connaissais rien à rien et il n'y avait aucun mode d'emploi disponible nulle part, pas



Anthony Child pratique la musique techno depuis tout minot. PHOTO CATHRIN QUEINS

de tuto sur YouTube, pas de bouquin. J'écoutes cette musique, fasciné, incapable de me figurer comment on pouvait la recréer. J'ai mis la main sur un peu d'équipement très sommaire et j'ai dû me débrouiller. Je m'identifie pas mal à Joe Meek et à la façon dont il a fait ses hits de pop vers la fin des années 50, en enregistrant dans un appart de Londres, en faisant des percussions en tapant sur les marches d'un escalier, en laissant fonctionner son imagination et sans se laisser limiter par les règles ni la faisabilité de ce qu'il avait en tête. Il était un outsider complet, je m'identifie totalement à lui.

Pour rappel, Joe Meek était effectivement un drôle d'oiseau génial, à la fois dément de naïveté et totalement visionnaire, dont même le destin violent (homosexuel dans le placard, il a assassiné sa logeuse avant de se suicider) n'aura pas suffi à ternir le prodige de sa surf musique martienne et surréaliste, à la descendance infinie. Pas techno pour un pound (il est mort en 1967) mais c'est à lui, à William S. Burroughs et aux alchimistes du dub jamaïcain qu'Anthony Child s'en réfère pour situer les sources de son nouvel album, enregistré live avec quelques machines, l'es-

prit concentré comme dans une salle d'opération, les mains sur les boutons.

«*Ma musique n'est pas que de la techno, elle est à l'intérieur d'un monde de musique immense, infini. Et quand j'ai essayé, encore une fois, de faire un album de techno pure et concentrée, je me suis rendu compte d'à quel point cette une tâche compliquée et personnelle pour moi; c'est une introspection. Qui m'a mené à Joe Meek et à son approche d'inventeur fou, ou au dub, à la création électronique en temps réel, avec les effets d'écho ou de filtre. Ces chansons ont été façonnées à la main, il n'y a pas d'arrangement a posteriori. Tout est lié. Ma musique est une réflexion sur comment je me considère et comment je connecte avec le monde.*»

Epiphanie. Nous autorisera-t-on, à cette aune, à qualifier les neuf morceaux de furie psychédélique, atonale et saturée de *Shell-Wave* d'émouvants ? Pour tout dire, toute la musique, tout le jusqu'au-boutisme de Child, dont les disques nous accompagnent depuis la jeunesse, nous ont toujours semblé saisissants. Stricto sensu, le «Brummie», en solo, au sein des British Murder Boys (le duo techno punk qu'il forme avec Regis) ou du Transcendence Orchestra (avec Daniel Bean, voué à des expériences plus proches du drone et de l'ambient) a inventé un son – bien à lui et au-delà, puisqu'on parle trois décennies plus tard d'un «Birmingham Sound» qui aurait considérablement influencé la vague de DJ et producteurs qui ont créé le son emblématique du temple mondial de la techno des années 2010, le Berghain de Berlin.

Mais par la bande, par sa force d'esprit et son indépendance, Anthony Child n'aura surtout jamais cessé de nous parler de lui. Souvent d'ailleurs avec plus de détails, pour qui sait lire entre les lignes des titres, que ne le laisse deviner le martèlement des beats. Enregistré à l'automne dernier, *Shell-Wave* contient deux titres, *Dying* et *Fall*, conçus pendant les derniers mois de vie de son père, qui souffrait de démence sénile depuis bientôt dix ans. Les deux seuls morceaux de l'album titré d'un mot unique, comme Child s'en est rendu compte après coup, à la faveur d'une épiphanie.

«*Il est mort en janvier. Comme la plupart des gens souffrant de démence, la fin est comme une accélération au bout d'une longue chute. J'ai compris de quelle manière les deux morceaux surnageaient pour moi dans le disque à ce moment-là, et comment ce fait, la mort de mon père, était encodé dans le disque depuis le début. Ce disque n'est pas né du jour au lendemain. Je l'ai enregistré vite mais la préparation a pris une éternité. Ce disque, je le portais en moi depuis longtemps. Artistiquement, et intimement.*»

OLIVIER LAMM

SURGEON **SHELL-WAVE** (Tresor Records).



Stephan Eicher en mai 2023. PHOTO TABEA HÜBERLI

Stephan Eicher et en os

Riche en trouvailles visuelles et sonores, le seul en scène de la figure rock des années 80 est habilement construit, bien qu'en partie improvisé.

Donc, il est possible de vieillir et d'être encore mieux quarante ans plus tard que vingt ans plus tôt? D'être une figure rock et de boire de la verveine devant le public? De se réinventer dans un alter ego presque conforme, ni tout à fait un autre ni absolument soi? De nous épargner tout refrain nostalgique tout en jouant sur le caractère oublié de son tube planétaire *Déjeuner en paix* en le rendant on ne peut plus désirable grâce à un running gag? Donc, il est surtout possible de faire du théâtre avec un concert et réciproquement sans que l'un phagocyte l'autre?

tre? C'est en tout cas ce que démontre le très gracieux pas de côté *Eicher*; pensé, écrit et mis en scène avec le Suisse François Gremaud, interprété par Stephan Eicher lui-même, seul sur scène entre deux grands frigos à moins que ce soit des baffles blancs et en fin de compte, plutôt des passages secrets pour traverser le miroir telle une nouvelle Alice.

Ardeur. «Tiens, tu es là? Qu'est-ce que tu fais là? Ah, tu travailles? Bizarre. Enfin pourquoi pas.» Il suffit d'écouter la surprise de nos voisins dans le public pour être prise d'une légère inquiétude. Le spectacle déplacerait donc à ce point les catégories? La grande salle du théâtre du Rond-Point, à Paris, est archi pleine d'un public qu'on qualifie un peu vite des années 80, sans Jack Lang néanmoins. Un écran blanc et des surtitres (silencieux) nous préviennent en substance qu'au théâtre, contrairement à un concert, il vaut mieux, «si on peut s'en empêcher, ne pas filmer, ni pas prendre des

photos, comme l'ont fait nos aïeux pendant des millénaires...» Ce n'est pas plus mal pour se rendre disponible à l'instant présent, «l'air de rien».

Etre «l'air de rien» dans l'instant, en adresse directe au public, déplier tout ce que permet le théâtre – le silence par exemple qui serait inconcevable en concert –, c'est exactement ce que fait Eicher, et cette position d'observateur distancié d'une situation inhabituelle et franchement drôle, lui évite l'écueil du récit formaté de vedette entre deux chansons. Sur scène, surgissent sans humain les poussant, des instruments de musique, un petit piano droit par exemple, bien pratique pour miminer un compositeur qui s'affondre d'ardeur stérile sur son clavier ou pour poser un verre bouillant de tisane («avant c'était le bourbon, aujourd'hui, c'est la verveine») sur le plateau de l'instrument. Tiens un accordéon passe par là – qui, si l'on en croit Eicher, appartenait à son père, musicien lui aussi, obligé de revendre tous ses instruments jusqu'à présent conservés dans un abri atomique à la suite d'un désastre boursier et que son fils a retrouvé dans une brocante. Commentaire de Eicher: «En Suisse, on n'a pas d'armée, mais on a des abris atomiques individuels. Une idée pour la France qui veut augmenter son armée. Ça coûte moins cher.» S'ensuit un magnifique duo entre l'accordéon automatisé, âme de son père, et Eicher, le personnage.

La performance, tout à fait construite bien qu'en partie improvisée, déploie force de trouvailles visuelles et sonores, des flashs s'inscrivent fugacement, monochromes rouge, rose, et bleu profond rythment l'espace et les chansons. Début dans un club à «Berlin, non à Bern mais ça sonne moins bien» dont les murs en ciment renvoient le son en écho façon Alan Vega – pas par choix artistique mais en raison de l'absence de public. Double vie de musicien electro et de star de variété en France lancé un peu par hasard, à qui l'on conseille de lire «car en France, toutes les émis-

sions de radio et télé sont littéraires».

Malentendu. Pas de nostalgie, a-t-on dit. C'était dans les années 80, et le musicien qui a quitté l'école à 16 ans devient ainsi lecteur. On est au théâtre, Eicher peut s'offrir le luxe de faire écouter le premier vinyle de Lou Reed qu'il acheta sur un malentendu

quand il était ado. Tout de suite, il le honnit mais ne cessa de l'écouter, en groupe, religieusement, déchiffrant chaque mention sur la pochette. Amplification des grésillements. Silence concentré de la salle. Alors concert (une quinzaine de chansons sont jouées) ou théâtre? A dix minutes de la fin, le surtitre met en garde les spectateurs qui

applaudissent après chaque chanson: «Attention, contrairement au concert, la dernière chanson sera vraiment la dernière. On est au théâtre. Il n'y a pas de rappel.» C'est faux, bien sûr.

ANNE DIATKINE

EICHER par Stephan Eicher et François Gremaud, avec Stephan Eicher. En tournée.

M'O
Lucas Arruda
Qu'importe le paysage

Musée d'Orsay
08.04 – 20.07.25

© everton@comum.com / Photo: Everton Ballardin, courtesy of the artist, David Zwirner et Mendes Wood DM

AVEC LE
GÉNÉREUX
SOUTIEN DE
AFO
American Friends of the
Musées d'Orsay et de l'Orangerie

GRATUIT POUR LES -26 ANS
Membres de l'Union européenne

**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**
Liberté
Égalité
Fraternité

Exposition organisée par l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing, Paris avec la collaboration de

David Zwirner

EN PARTENARIAT MÉDIA AVEC

Liberation **Nouvel Obs** **Les Inrockuptibles** **radio nova**

INFORMATION / BILLETTERIE

musee-orsay.fr

f o w g d b

**BRÉSIL
FRANCE
2025**

Le poids des maux

Tania Dutel Omniprésente sur scène, l'humoriste défend sans ménagement une vision lucide, crue et décomplexée de la féminité.



Le spectacle doit commencer dans une dizaine de minutes, et Tania Dutel remonte la queue sans que nul n'y prête attention. C'est pourtant bien elle qu'on s'en vient voir dans cette petite salle parisienne qu'à l'amorce de son troisième spectacle, elle remplit sans difficulté, comme tous ces autres lieux du pays ouvrant grand les vannes de la marrade.

Si, dans le hall de la Scala (la salle parisienne), personne ne calcule l'artiste – qui soit dit en passant n'est pas à la bourre, son «rituel» consistant à chaque fois à arriver au dernier moment – c'est aussi qu'il y a du «girl next door» chez Tania Dutel. Quittée dans le costume blanc immaculé de son précédent seul en scène, *les Autres* (franc succès conclu voici seulement quelques mois), la revoici en jean bleu et t-shirt noir de tous les jours. «Ayan souvent mes règles, cette blancheur vestimentaire était devenue pour moi une véritable source de stress», confesse sans ciller Tania Dutel, dans le calme absolu du petit salon parisien, à peine égayé par l'affiche américaine de la comédie *Comment épouser un millionnaire* où elle reçoit en chaussons. Un look moins «marketé» qui, poursuit

la jeune femme, correspond aussi à cette volonté accrue de «s'adresser aux gens comme à des amis qu'on recevrait chez soi, pour évoquer le quotidien en toute liberté».

Ce que, transcrit dans un spectacle où déjà les moins de 16 ans ne sont pas les bienvenus, le public non averti pourrait trouver assez abrupt: flatulences vaginales, pilule progestative, plug anal, mycoses, préservatif percé et autres digressions

autour de la fellation («ne dit-on pas quand Tania est là, les bites dansent?»)...

Bonne étudiante, avec un bac S qui, en suivant un cours plus conventionnel, aurait pu l'amener à devenir un jour médecin – comme sa mère persiste encore une vingtaine d'années plus tard à le rappeler, avec tout ce que cela suppose de regret parental –, Tania Dutel n'en a donc pas moins renoncé pour autant à s'intéresser au corps humain. A commencer par le sien, devenu objet d'observations dont elle livre les conclusions volontiers plus proches de la dissection dessalée que de la romcom customisée.

«Je n'ai aucun problème avec le fait de m'humilier», précise l'humoriste au début de la représentation, au cas où on aurait

le moindre doute... Surtout, ajoute-t-elle, quand on lui demande, a posteriori, d'affiner l'inclinaison masochiste que «98 % de ce que je raconte est authentique, le reste provenant d'anecdotes tout au plus remaniées». Une autoflagellation qui, cependant, tient aussi du mécanisme d'autodéfense chez la trentenaire, également chroniqueuse sur France Inter depuis 2022, longtemps raillée pour ses kilos en trop que, grossou modo, elle passe aujourd'hui son temps à perdre, pour mieux les reprendre. «J'ai appris à être aussi dure avec moi-même en réaction à toutes ces moqueries et insultes entendues à l'école, en raison de mon poids. Une manière de prendre les devants, si on veut. Mais attention, je ne me sentais pas non plus isolée, au contraire, j'ai toujours été animée par une vraie joie de vivre, une force en moi et, sans paraître vaniteuse, un niveau de maturité plus élevé que la moyenne de mes camarades.»

Ce qui, à l'échelle d'un village rhodanien, entre le lotissement et la campagne alentour, où prévaut un sentiment de «liberté» aussi réelle que encadrée («nous avions une montre, et il y avait intérêt de rentrer à l'heure») laissera le souvenir d'une enfance «chouette». Comme à la maison, où cette fille d'un agent de maîtrise, puis cadre à France Telecom, et d'une mère au foyer, grandit avec deux frères et une sœur? «En imaginant que mes parents lisent ce portrait, mieux vaut dire que oui», élude la désormais parisienne, laissant traîner pas mal de suspensions avant et après une réponse qu'elle ne manque sans doute pas de compléter chez sa psy.

Partie tôt du Beaujolais pour suivre un BTS audiovisuel sans rien devoir à personne, Tania Dutel assure avoir voulu monter sur scène dès l'âge de 7 ans. Fin 2008, le désir devient réalité et, par-delà l'envie de faire rire, prévaut celle de «communiquer, en y allant à fond». Ceci afin de permettre au public, majoritairement féminin dans un premier temps, qui l'apprécie, de «s'identifier» et, en corollaire, de se sentir «décomplexé». «N'allez pas croire, tant de gens peinent toujours à tolérer qu'une fille évoque sa chatte sur scène. Les tabous ont la peau dure. Alors que moi, ce qui me choque vraiment, c'est d'entendre un Ary Abittan [humoriste accusé de viol en 2021, ndlr] affirmer que la justice l'a finalement déclaré innocent, alors qu'il a juste en réalité bénéficié d'un non-lieu, ce qui n'est pas la même chose.»

Accro à ce «métier à part entière», qui lui permet également de «ne pas penser à ce qui se passe dans la vraie vie» – son analyste lui ayant même conseillé de garder ses distances avec un fil info socio-écologique jugé par trop anxiogène –, la célibataire s'avoue accaparée par sa carrière, entre l'écriture et le jeu. Au point qu'elle ne suit guère celle des autres, une bonne partie du temps libre consistant à rentabiliser son abonnement à Netflix chez elle, où la «control freak» reconnue égrène les TOC sans trop se faire prier: «Vérifier une bonne quarantaine de fois que j'ai bien mis l'alarme sur mon téléphone, que les plaques de cuisson dont je ne me suis pas servie depuis quinze jours sont toujours éteintes...»

La fréquentation assidue des comedy club lui a cependant permis de tisser des liens, dont un a viré au sac de noeuds. En avril 2024, Tania Dutel dépose plainte pour viols contre Seb Mellia, un standupper sur qui pleuvent d'autres accusations féminines de violences sexistes et sexuelles, la plus ancienne remontant à 2019. Une action à l'époque médiatisée, à laquelle cette adepte de la transparence maximale ne fait pourtant aujourd'hui aucune allusion sur scène. «C'est une histoire lourde à porter et assez terrifiante qu'à la base je ne souhaitais pas rendre publique. Des discussions avec mon avocate ont fini par me faire changer d'avis, et j'éprouve maintenant un certain soulagement de la savoir entre les mains de la justice. On m'a demandé de ne pas trop en parler, mais je peux juste préciser qu'il ne s'est pas passé grand-chose ces derniers mois, où je me suis entendu dire que la police était en manque d'effectif.» Pas sûr que Tania Dutel en tire un jour la moindre saillie. A défaut, elle assure «depuis l'an dernier, n'avoir plus peur de rien dans la vie». ◀

Par **GILLES RENAULT**
Photo **EMMA BIRSKI**